

# **Recueil des Actes Administratifs**

## **TOME 2/4**

### **Octobre 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de stationnement Rue Lakanal

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2015-T1580 du **11 août 2015** ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT la demande de Mme MACARY Laurence ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **10 octobre 2015** les dispositions de l'arrêté 2015-T1580 du **11 août 2015** sont prorogées jusqu'au **23 octobre 2015** inclus.

#### Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 7 octobre 2015

 Monsieur l'Adjoint délégué  
**Luc ALBERNHE**

08 OCT. 2015

Publié le :

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Neutralisation de voie Carrefour de l'Aéroport International

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement de travaux à la demande de la SERM ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **12 octobre 2015** et jusqu'au **30 octobre 2015** inclus, Carrefour de l'Aéroport International le long du tram côté hôtel Mercure, la voie de droite est interdite à la circulation générale.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SOGEA.


**Article 4 :**


Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 07 octobre 2015**

**Monsieur l' Adjoint délégué**  
  
**Luc ALBERNHE**



**Publié le : 0 8 OCT. 2015**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Circulation interdite Boulevard Victor Hugo

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux à la demande de la banque Dupuy Perseval ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

Le **14 octobre 2015**, Boulevard Victor Hugo au droit de la banque Dupuy Perseval, la circulation est interdite.  
Ces dispositions sont applicables **de 6h00 à 7h00.**

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'intervenant.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 07 octobre 2015**

 **Monsieur l'Adjoint délégué**  
  
**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 08 OCT. 2015**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2015-T2107

**Arrêté temporaire  
Mesures de circulation  
Rue Lakanal  
Rue du Faubourg Boutonnet**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement de la manifestation PASSOBURO DELOCALISE de l'association Collectif la Marmite. ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Le **21 octobre 2015**, la circulation est interdite Rue du Faubourg Boutonnet, dans sa partie comprise entre la Rue Marie Caizergues et la Rue des Abeilles  
Ces dispositions sont applicables **de 16h00 à 23h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.

**Article 2 :**

Le **21 octobre 2015**, la circulation est interdite Rue du Faubourg Boutonnet, dans sa partie comprise entre la Rue de Cronstadt et la Rue Lakanal  
Ces dispositions sont applicables **de 16h00 à 23h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.

**Article 3 :**

Le **21 octobre 2015**, la circulation est interdite Rue d'Obsen  
Ces dispositions sont applicables **de 16h00 à 23h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.

**Article 4 :**

Les déviations suivantes sont mises en place :

- par :
  - la Rue Nozeran
  - la Rue Moquin-Tandon
  - la Rue de la Garenne
- par :
  - la Rue Marie Caizergues
  - la Rue des Abeilles

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 6 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'association Collectif la Marmite

**Article 7 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 8 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 7 octobre 2015**

 Monsieur l'Adjoint délégué  


**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 08 OCT. 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue de la Liberté

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté n° 03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de mise en conformité des dispositifs de retenue à la demande du Service Voirie de la Ville de Montpellier ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du 19 octobre 2015 et jusqu'au 06 novembre 2015 inclus, l'Avenue de la Liberté, dans sa partie comprise entre Carrefour des Alizés et la Place du Huit Mai 1945 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite, dans le sens du Carrefour des Alizés vers la Place du Huit Mai 1945 est interdite à la circulation générale ;  
Ces dispositions sont applicables de 21h00 à 6h00.
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

#### Article 2 :

À compter du 19 octobre 2015 et jusqu'au 06 novembre 2015 inclus, la bretelle d'accès permettant d'accéder à l'Avenue de la Liberté depuis l'Avenue de Maurin, est interdite à la circulation générale ;

- Ces dispositions sont applicables de 21h00 à 6h00.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de AER 34630 St Thibéty.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 7 octobre 2015**

Monsieur l' Adjoint délégué  
  
Luc ALBERNHE

**Publié le :**

08 OCT. 2015

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue de la Liberté

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté n° 03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de mise en conformité des dispositifs de retenue à la demande du Service Voirie de la Ville de Montpellier ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **19 octobre 2015** et jusqu'au **06 novembre 2015** inclus, **l'Avenue de la Liberté**, dans sa partie comprise entre Carrefour des Alizés et la Place du Huit Mai 1945 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- **la voie de circulation, dans le sens de la Place du Huit Mai 1945 vers le Carrefour des Alizés**, est interdite à la circulation générale ;
- **la voie de gauche, habituellement empruntée dans le sens du Carrefour des Alizés vers la Place du Huit Mai 1945**, est **inversée en sens de circulation** pour la circonstance, la voie de droite restant libre pour assurer la circulation dans le sens Carrefour des Alizés vers la Place du Huit Mai 1945.

Ces dispositions sont applicables **de 19h00 à 6h00**.

- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

#### Article 2 :

À compter du **19 octobre 2015** et jusqu'au **06 novembre 2015** inclus, **la bretelle d'accès permettant d'accéder à l'Avenue de la Liberté depuis l'Avenue Villeneuve d'Angoulême**, est interdite à la circulation générale ;

- Ces dispositions sont applicables **de 19h00 à 6h00**.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de AER 34630 St Thibéry.

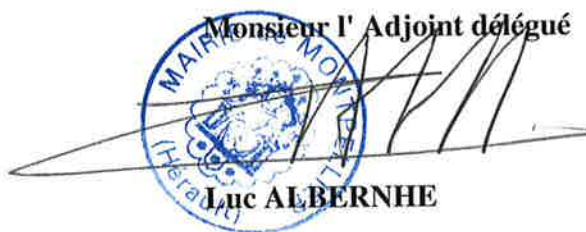
**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 7 octobre 2015**

Monsieur l' Adjoint délégué  
  
Luc ALBERNHE

**Publié le :** 08 OCT. 2015



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue de la Liberté

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté n° 03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de mise en conformité des dispositifs de retenue à la demande du Service Voirie de la Ville de Montpellier ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **20 octobre 2015** et jusqu'au **06 novembre 2015** inclus, la circulation est interdite **Avenue de la Liberté**, dans sa partie comprise entre le Boulevard de la Perruque et le Pont Bertrand Garipuy, dans le sens allant de l'Avenue des Prés d'Arènes au Carrefour du 8 Mai 1945. Ces dispositions sont applicables **de 21h00 à 6h00.**

#### Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Avenue des Prés d'Arènes, emprunte :

- le Boulevard de la Perruque
  - le Pont Bertrand Garipuy
- et se termine sur l'Avenue de la Liberté.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de AER 34630 St Thibéry.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 7 octobre 2015**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

  
**Luc ALBERNHE**

08 OCT. 2015

**Publié le :**

**Arrêté temporaire  
Interdiction de stationnement  
Rue de l'Aiguillerie,  
Place Jean Jaurès  
et Rue de la Loge**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison d'une manifestation à la demande de "JetSetClub" ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Le **24 octobre 2015**, le stationnement est interdit sur :

- la Place Jean Jaurès ;
- la Rue de l'Aiguillerie ;
- la Rue de la Loge.

Ces dispositions sont applicables **de 21h00 à 21h15**.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 07 octobre 2015**

 **Monsieur l' Adjoint délégué**  
**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 08 OCT. 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Voies diverses

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de carottages à la demande du Service Voirie.

**Arrête :**

#### Article 1er :

Le **09 octobre 2015**, chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale sur :

- la Rue Henri Lagatu ;
- sur la Route de Ganges dans sa partie comprise entre la Rue de Montasinos et l'Avenue du Pic Saint Loup ;
- l'Avenue Charles Flahault au niveau du n°60.

#### Article 2 :

Le **09 octobre 2015**, la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 sur :

- la Rue des Bengalis ;
- l'Avenue du Vert-Bois.

### **Article 3 :**

Le **09 octobre 2015**, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h sur :

- l'Avenue Charles Flahault au niveau du n°60 ;
- sur la Route de Ganges dans sa partie comprise entre la Rue de Montasinos et l'Avenue du Pic Saint Loup ;
- la Rue Henri Lagatu ;
- la Rue des Bengalis ;
- l'Avenue du Vert-Bois.

### **Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

### **Article 5 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de ACR.

### **Article 6 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

### **Article 7 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 7 octobre 2015**

**Monsieur l'Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**



**Publié le :**

**06 OCT. 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue de la Pompignane

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux d'aménagement à la demande du service Voirie. ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **19 octobre 2015** et jusqu'au **30 octobre 2015** inclus, l'Avenue de la Pompignane en direction de Raymond Dugrand et au droit du parking de l'école Painlevé est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Les cyclistes circulant habituellement sur la piste cyclable seront déviés sur la piste cyclable d'en face.

#### Article 2 :

À compter du **19 octobre 2015** et jusqu'au **30 octobre 2015** inclus, Avenue de la Pompignane sur l'intégralité du parking devant l'école Painlevé, le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains pour accéder et sortir de chez eux. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge des entreprises Malet et CSM.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 7 octobre 2015**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

  
**Mr ALBERNHE**

**15 OCT. 2015**

**Publié le :**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue de Puech Villa

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de réfection de chaussée à la demande du Service Voirie.

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **12 octobre 2015** et jusqu'au **20 octobre 2015** inclus, la Rue de Puech Villa, dans sa partie comprise entre l'Avenue des Apothicaires et l'Avenue de Gimel est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

#### **Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### **Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de EIFFAGE.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 7 octobre 2015**

Monsieur l'Adjoint délégué



**Luc ALBERNHE**

08 OCT. 2015

**Publié le :**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue de Font Couverte

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de reprise de tranchée, à la demande de France Télécom ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **09 octobre 2015** et jusqu'au **16 octobre 2015** inclus, la Rue de Font Couverte, dans sa partie comprise entre la Rue de la Bégude et la Rue Giacomo Puccini est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

#### **Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### **Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SOGETREL.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 7 Octobre 2015**

  
**Monsieur l'Adjoint délégué**  
**Luc ALBERNHE**

**15 OCT. 2015**

**Publié le :**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Circulation interdite Rue du Comté de Melgueil

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de voirie à la demande de DGU service voirie ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **14 octobre 2015** et jusqu'au **15 octobre 2015** inclus, Rue du Comté de Melgueil, dans sa partie comprise entre l'Avenue des Droits de l'Homme et la Rue Toussaint Louverture, la circulation est inversée.

À compter du **14 octobre 2015** et jusqu'au **15 octobre 2015** inclus, Rue du Comté de Melgueil, dans sa partie comprise entre l'Avenue des droits de l'homme et sur 30 mètres vers la place Jean Bène la circulation est à double sens pour accéder au garage.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Malet.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 7 octobre 2015**

Monsieur l'Adjoint délégué  
  
Luc ALBERNHE

**Publié le :**

**15 OCT. 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Circulation interdite Place Jean Bène

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de voirie à la demande de DGU service voirie ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **14 octobre 2015** et jusqu'au **15 octobre 2015** inclus, Place Jean Bène dans le demi anneau côté commerces., la circulation est interdite.  
La circulation des véhicules se fera dans le demi anneau côté Lez.  
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Malet.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 7 octobre 2015**

**Monsieur l' Adjoint délégué**  
  
**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 1 5 OCT. 2015**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Stade ALTRAD STADIUM

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du match de rugby MHR contre CLERMONT au stade ALTRAD STADIUM ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

Le **24 octobre 2015**, la circulation est interdite sur :

- l'Avenue Maurice Planès ;
- la Rue de Bugarel dans sa partie comprise entre l'Avenue de Toulouse et le Boulevard Paul Valéry ;
- la Rue de Font Couverte dans sa partie comprise entre la Rue du Lavandin et le Boulevard Paul Valéry.

Ces dispositions sont applicables **de 16h45 à 23h45.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables :

- aux véhicules autorisées à accéder au stade ALtrad Stadium ;
- aux riverains.

**Article 2 :**

Le **24 octobre 2015**, le stationnement est interdit sur :

- l'Avenue Maurice Planès ;
- la Rue Gustave Flaubert dans sa partie comprise entre la Rue Alfred Jarry et la Rue Ulysse Vergnes.

Ces dispositions sont applicables **16h45 à 23h45**.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables :

- aux véhicules autorisées à accéder au stade Altrad Stadium ;
- aux riverains.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 3 :**

Le coup d'envoi du match sera donné à **20h45**.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté seront appliquées à la diligence des services de police.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 6 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 7 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 7 Octobre 2015**

**15 OCT, 2015**

Monsieur l' Adjoint délégué  
  
Luc ALBERNHE

**Publié le :**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Stade ALTRAD STADIUM

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du match de rugby MHR contre TOULOUSE au stade ALTRAD STADIUM ;

Arrête :

#### Article 1er :

Le **31 octobre 2015**, la circulation est interdite sur :

- l'Avenue Maurice Planès ;
- la Rue de Bugarel dans sa partie comprise entre l'Avenue de Toulouse et le Boulevard Paul Valéry ;
- la Rue de Font Couverte dans sa partie comprise entre la Rue du Lavandin et le Boulevard Paul Valéry.

Ces dispositions sont applicables **10h30 à 21h30**.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables :

- aux véhicules autorisées à accéder au stade Altrad Stadium ;
- aux riverains.

**Article 2 :**

Le **31 octobre 2015**, le stationnement est interdit sur :

- l'Avenue Maurice Planès ;
- la Rue Gustave Flaubert dans sa partie comprise entre la Rue Alfred Jarry et la Rue Ulysse Vergnes.

Ces dispositions sont applicables **10h30 à 21h30**.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables :

- aux véhicules autorisées à accéder au stade Altrad Stadium ;
- aux riverains.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 3 :**

Le coup d'envoi du match sera donné à **14h30**.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté seront appliquées à la diligence des services de police.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 6 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 7 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 7 Octobre 2015**

Monsieur l' Adjoint délégué



15 OCT. 2015

**Publié le :**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2015-T2127

**Arrêté temporaire  
Circulation alternée  
Rue de Montels-Eglise**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est programmé des travaux de réparation de chaussée sur quatre sections endommagées de la Rue de Montels-Eglise ;
- CONSIDÉRANT que ces travaux sont exécutés par demi-chaussée sur des sections de rue indépendantes ;
- CONSIDÉRANT que, dans le cadre de ces travaux, il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **20 octobre 2015** et jusqu'au **23 octobre 2015** inclus, Rue de Montels-Eglise, la circulation des véhicules est soumise aux restrictions suivantes :

- la circulation est alternée par feux ou K10 à hauteur de l'atelier de travaux, sur quatre sections de rue indépendantes comprises entre l'Avenue de Maurin et l'Avenue du Marché Gare,
- la vitesse est limitée à 30 km/h à hauteur de l'atelier de travaux.

Ces dispositions sont applicables exclusivement de nuit **à partir de 21h00 et jusqu'à 6h00.**

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise  
MALET

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 07 octobre 2015

Monsieur l' Adjoint délégué  
  
L. ALBERNHE  


Publié le :

15 OCT. 2015

## Modification de la composition du Comité Technique

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- Vu la loi n°84-53 du 26 Janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
- Vu le décret n°85-565 du 30 mai 1985 modifié relatif aux Comités Techniques des Collectivités Territoriales,
- Vu l'arrêté n°2015/2474/T/R du 2 juin 2015 relatif à la composition du Comité Technique,
- Considérant la démission d'Angélique DUCLION, membre du collège des représentants du personnel, elle est remplacée par la personne suivante inscrite dans l'ordre de la liste électorale du 4 décembre 2014 de la même organisation syndicale, Audrey HEDIN.

**Arrête :**

**Article 1 :** La nouvelle liste des représentants de la collectivité du Comité Technique est la suivante :

**Membres titulaires**

- Philippe SAUREL
- Abdi EL KANDOUSSI
- Marie-Hélène SANTARELLI
- Isabelle MARSALA
- Maud BODKIN
- Gérard CASTRE
- Guy BARRAL
- Annie YAGUE
- Fabien ABERT
- Titina DASYLVA-PEYRIN
- Pascal KRZYZANSKI
- Khanthaly PHOUTTHASANG
- Sauveur TORTORICI
- Caroline NAVARRE
- Vincent HALUSKA

**Membres suppléants**

- Patricia MIRALLES
- Jérémie MALEK
- Véronique DEMON
- Robert COTTE
- Christophe COUR
- Henri de VERBIZIER
- Chantal LEVY-RAMEAU
- Jean-Marc DI RUGGIERO
- Patrick RIVAS
- Samira SALOMON
- Véronique PEREZ
- Brigitte ROUSSEL-GALIANA
- Mylène CHARDES
- Luc ALBERNHE
- Dominique MARTIN-PRIVAT

**Article 2 :** La liste des représentants du personnel au sein du Comité Technique est la suivante :

**Membres titulaires**

CRESPY Catherine  
BONNERY Ludovic  
DELACHAPELLE Aline  
PIRON Patricia  
DU RANTEAU Eric  
HEBERT Claudine  
BARCELLA –ROUDET Gaël Emilienne  
JOURDAN Cécile  
ESCOBAR Stéphane  
LUZIO Robert  
GAUDIN Sophie  
BOURGADE Elian  
HEDIN Audrey  
GELY Marc  
COMMUNAL Sarah

**Membres suppléants**

CLARAC Isabelle  
PHILIPPON Jean-Benoît  
FERRANDIS Pierre  
ROBERT Nadine  
LAUVERGEON –COMBET Viviane  
BLANES Romain  
CHIKHI Dalila  
CARO Gérard  
BALLUET Franck  
MENDEZ Dominique  
COULET Guillaume  
BONBONNELLE Luc  
SCACCIAOCE Bernard  
NAVARRETE Yannick  
KADDAOUI Amel

**Article 3 :** Le Président du Comité Technique est Monsieur Philippe SAUREL, Maire de la ville de Montpellier.

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Article 5 :**

Monsieur Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Il informe que ce présent acte peut faire l'objet d'un recours, pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif, dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Montpellier, le 08.10.2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 12.10.2015  
Notifié le :



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Boulevard du Jeu de Paume

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté 2015-T1788 du **14 septembre 2015** ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT la demande d'abrogation de la TAM ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **17 octobre 2015**, l'arrêté 2015-T1788 du **14 septembre 2015** est abrogé.

#### Article 2 :

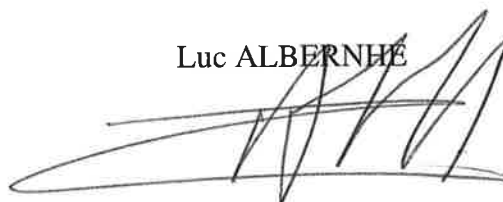
Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Fait à Montpellier, le 8 octobre 2015

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE



Publié le :

**13 OCT. 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Chaptal

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de réfection de chaussée à la demande du service Voirie ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **19 octobre 2015** et jusqu'au **30 octobre 2015** inclus, la Rue Chaptal est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit dans sa partie comprise entre le Cours Gambetta et la Rue Etienne Cardaire ;  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La circulation est interdite dans sa partie comprise entre la Rue Toiras et la Desmazes.

#### Article 2 :

La déviation des véhicules se fera par la Rue Toiras, la Rue Bernard de Trévières, la Rue des Pins, la Rue Rambaud et la Rue Desmazes.

#### Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Razel-Bec.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 8 octobre 2015**



**Monsieur l'Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 15 OCT. 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Adam de Craponne

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de réfection de chaussée à la demande du service Voirie ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **19 octobre 2015** et jusqu'au **30 octobre 2015** inclus, Rue Adam de Craponne, dans sa partie comprise entre le n° 5 et la Rue Bornier, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Razel-Bec.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 8 octobre 2015**

**Monsieur l' Adjoint délégué**


**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**1 5 OCT. 2015**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2015-T2120

**Arrêté temporaire  
Mesures de circulation et de stationnement  
Rue Tour Gayraud**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de raccordement électrique à la demande de Erdf ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Le **23 octobre 2015**, la Rue Tour Gayraud est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit au droit du n°29 sur quatre emplacements ;  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- la circulation est interdite dans sa partie comprise entre la Rue du Printemps et la Rue du Faubourg Figuerolles.

La déviation des véhicules se fera par la Rue Bernard Lecache, la Rue de Font Carrade, la Rue Ronsard et la Rue du Faubourg Figuerolles.

Ces dispositions sont applicables de **8h00 à 10h30**.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise DEBELEC Pézenas.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 8 octobre 2015**

**Monsieur l' Adjoint délégué**



**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 13 OCT. 2015**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2015-T2124

**Arrêté temporaire  
Mesures de stationnement  
Place des Beaux Arts,  
Place Emile Combes  
et Rue Proudhon**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux d'aménagement de voirie à la demande de la Métropole ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **02 novembre 2015** et jusqu'au **13 novembre 2015** inclus, Place Emile Combes, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

À compter du **02 novembre 2015** et jusqu'au **13 novembre 2015** inclus, Rue Proudhon, entre le n° 22 et le n° 28, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.



**Article 3 :**

À compter du **02 novembre 2015** et jusqu'au **13 novembre 2015** inclus, Place des Beaux Arts, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 5 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de EIFFAGE TP

**Article 6 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 7 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 8 octobre 2015**

 **Monsieur l'Adjoint délégué**  
**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 13 OCT. 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction d'arrêt Rue Vanneau

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de la base vie nécessaire aux travaux à la demande de GRDF ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **12 octobre 2015** et jusqu'au **25 décembre 2015** inclus, Rue Vanneau sur les places de stationnement nécessaires aux emprises de travaux, l'arrêt et le stationnement sont interdits et réservés à l'installation de la base vie.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Le demandeur est chargé de maintenir le cheminement piéton et de matérialiser l'emplacement réservé par la mise en place de barrières temporaires

#### **Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 8 octobre 2015**

**Monsieur l'Adjoint délégué**

  
**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**13 OCT. 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction d'arrêt Rue Bazille Balard

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux à la demande de Mr Thomas Pruliere ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **20 octobre 2015** et jusqu'au **30 octobre 2015** inclus, Rue Bazille Balard sur les places de stationnement nécessaires et réservées aux emprises de travaux au droit du N°4, l'arrêt et le stationnement sont interdits.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Le demandeur est chargé de maintenir le cheminement piéton et de matérialiser chacun des emplacements réservés par la mise en place de barrières temporaires

#### **Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 8 octobre 2015**

  
Monsieur l' Adjoint délégué  
Luc ALBERNHE

The signature is a stylized, handwritten signature in blue ink, written over a circular official stamp. The stamp contains the text 'MAIRIE de MONTPELLIER' and '(Hérault)'.

**Publié le : 13 OCT. 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Barthez et Rue du Faubourg Saint Jaumes

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2015-T1994 du **29 septembre 2015** ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'inspection caméras réseaux humides à la demande de VEOLIA ;

Arrête :

**Article 1er :**

À compter du **09 octobre 2015** les dispositions de l'arrêté 2015-T1994 du **29 septembre 2015** sont prorogées jusqu'au **16 octobre 2015** inclus.

**Article 2 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2015

 Monsieur l'Adjoint délégué  
**Luc ALBERNHE**

**13 OCT. 2015**

Publié le :

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2015-T2129

**Arrêté temporaire  
Mesures de circulation  
Avenue de la Colline  
et Rue de la Croix de Figuerolles**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de l'organisation d'un Cross d'établissement à la demande du Lycée Jules FERRY ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Le **14 octobre 2015**, la circulation est interdite Avenue de la Colline, dans sa partie comprise entre la Rue des Eglantiers et la Rue de la Cantaperdrix  
Ces dispositions sont applicables **de 13h00 à 17h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.

**Article 2 :**

Le **14 octobre 2015**, la circulation est interdite Rue de la Croix de Figuerolles, dans sa partie comprise entre la Rue de la Cantaperdrix et l'Allée de la Martelle  
Ces dispositions sont applicables **de 13h00 à 17h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.

**Article 3 :**

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue de la Métairie de l'Oiseau, emprunte :

- la Rue François Dezeuze
- la Rue du Pont de Lavérune
- l'Allée de la Martelle

et se termine sur la Rue de la Croix de Figuerolles.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 8 octobre 2015**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**15 OCT. 2015**





## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Jeanne Garnerin

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de raccordement EDF à la demande de ERDF;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **19 octobre 2015** et jusqu'au **23 octobre 2015** inclus, la Rue Jeanne Garnerin 20 mètres de part et d'autre du n°60 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de ERDF

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 8 octobre 2015**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**1 5 OCT. 2015**



Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2015-T2131

**Arrêté temporaire  
Mesures de circulation et de stationnement  
Rue de la Pépinière  
Rue des Pradiers**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau assainissement à la demande de la Métropole ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **14 octobre 2015** et jusqu'au **16 octobre 2015** inclus, la circulation est interdite Rue des Pradiers, dans sa partie comprise entre la Rue de la Pépinière et la Rue de la Croix du Sud

**Article 2 :**

À compter du **14 octobre 2015** et jusqu'au **16 octobre 2015** inclus, la Rue de la Pépinière, dans sa partie comprise entre la Rue des Pradiers et la Rue des Piverts est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite sauf aux riverains;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

### **Article 3 :**

Les déviations suivantes sont mises en place :

- par :
  - la Rue des Pradiers
  - Carrefour Rimbaud
  - la Rue des Roitelets
  - la Rue des Piverts
- par :
  - Rue de la Pépinière
  - Carrefour Rimbaud
  - Rue des Pradiers

### **Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

### **Article 5 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la Métropole

### **Article 6 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

### **Article 7 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 8 octobre 2015**



**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**15 OCT. 2015**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2015-T2132

**Arrêté temporaire  
Interdiction de stationnement  
Place du Lavoir**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté afin de permettre l'accès au chantier de l'école du Docteur Roux à la demande de la Direction Travaux Maintenance Action Solidaire ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **19 octobre 2015** et jusqu'au **30 octobre 2015** inclus, Place du Lavoir, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 8 octobre 2015**



**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**15 OCT. 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue des Avant-Monts

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre l'installation du MAMMOBILE ;

Arrête :

#### Article 1er :

Le **15 octobre 2015**, Rue des Avant-Monts, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 7h00 à 19h00**.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de MAMMOBILE.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 9 octobre 2015**

Monsieur l' Adjoint délégué  
  
Luc ALBERNHE



**Publié le :**

**1 5 OCT. 2015**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Rondelet

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux à la demande de ERDF ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **12 octobre 2015** et jusqu'au **27 novembre 2015** inclus, Rue Rondelet, chaque voie alternativement et la piste cyclable sont interdites à la circulation générale.  
Leurs déviations impliquent le maintien de leur transit par balisage approprié.

#### Article 2 :

À compter du **12 octobre 2015** et jusqu'au **27 novembre 2015** inclus, Rue Rondelet, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

**Article 3 :**

À compter du **12 octobre 2015** et jusqu'au **27 novembre 2015** inclus, la circulation est interdite sur :

- la Rue Etienne Antoine ;
- la Rue Carlenças dans sa partie comprise entre la Rue Etienne Antoine et l'Avenue Georges Clémenceau.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains, aux véhicules de secours et de service public.

La déviation suivante est mise en place :

- par :
  - la Rue de Bercy
  - l'Avenue Georges Clémenceau
  - la Rue de Belfort
  - la Rue Rondelet

**Article 4 :**

À compter du **12 octobre 2015** et jusqu'au **27 novembre 2015** inclus, l'arrêt et le stationnement sont interdits sur :

- la Rue Carlenças dans sa partie comprise entre la Rue Etienne Antoine et l'Avenue Georges Clémenceau sur les places de stationnement nécessaires aux emprises de travaux ;
- la Rue Etienne Antoine ;
- l'Avenue Georges Clémenceau dans sa partie comprise entre la Rue Enclos Fermaud et la Rue de Belfort ;
- la Rue Rondelet.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Le demandeur est chargé de maintenir le cheminement piéton et de matérialiser chacun des emplacements réservés par la mise en place de barrières temporaires

**Article 5 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SOBECA

**Article 6 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 7 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 8 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

  
**Fait à Montpellier, le 9 octobre 2015**  
**Monsieur l'Adjoint délégué**  
**Luc ALBERNHE**

Publié le :

**15 OCT. 2015**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2015-T2135

**Arrêté temporaire  
Mesures de circulation et de stationnement  
Rue Sainte Catherine  
et Rue Bastide**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de branchement à la demande de ERDF ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **26 octobre 2015** et jusqu'au **13 novembre 2015** inclus, l'arrêt et le stationnement sont interdits sur :

- la Rue Sainte Catherine dans sa partie comprise entre la Rue Frédéric Bazille et la Rue des Anthémis sur les places de stationnement nécessaires aux emprises de travaux ;
- la Rue Bastide.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Le demandeur est chargé de maintenir le cheminement piéton et de matérialiser chacun des emplacements réservés par la mise en place de barrières temporaires

**Article 2 :**

À compter du **26 octobre 2015** et jusqu'au **13 novembre 2015** inclus, la circulation est interdite Rue Sainte Catherine, dans sa partie comprise entre la Rue Frédéric Bazille et la Rue des Anthémis

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains, aux véhicules de secours et de service public.

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Frédéric Bazille, emprunte :

- la Rue Louis Figuier
- le Boulevard de Strasbourg

et se termine sur la Rue Frédéric Peyson.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 9 octobre 2015**



**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 15 OCT. 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue de l'Aiguillerie

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison d'un déménagement à la demande de la société "Davin Déménagements" ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du 14 octobre 2015 et jusqu'au 15 octobre 2015 inclus, Rue de l'Aiguillerie au droit du n°30, le stationnement est interdit.  
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de la société de déménagement.  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 09 octobre 2015**

 **Monsieur l'Adjoint délégué**  
**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 15 OCT. 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue du Berger

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de suppression de branchement à la demande de G~~R~~DF ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **23 octobre 2015** et jusqu'au **20 novembre 2015** inclus, la circulation est interdite Rue du Berger

#### Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue de l'Ecole de Pharmacie, emprunte :

- la Rue des Ecoles Laïques
- la Rue Sainte Ursule
- la Rue de l'Université

et se termine sur la Rue du Refuge.

#### Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

255

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de GRDF.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 09 octobre 2015**



**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 15 OCT. 2015**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue du Mas de Verchant

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 412-28 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2015-T477 du **18 mars 2015** ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT la complexité des travaux ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **01 novembre 2015** les dispositions de l'arrêté 2015-T477 du **18 mars 2015** sont prorogées jusqu'au **18 décembre 2015** inclus.

#### Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 9 octobre 2015

Monsieur l'Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

15 OCT. 2015

Publié le :

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue Abbé Paul Parguel

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau gaz à la demande de GRDF.

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **12 octobre 2015** et jusqu'au **15 octobre 2015** inclus, l'Avenue Abbé Paul Parguel sur 20m de part et d'autre du n°720 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de GRDF.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 9 octobre 2015**

 Monsieur l'Adjoint délégué  
**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**15 OCT. 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue du Professeur Emile Jeanbrau

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2015-T2054 du **02 octobre 2015** ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT que les travaux ne sont pas terminés ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **09 octobre 2015** les dispositions de l'arrêté 2015-T2054 du **02 octobre 2015** sont prorogées jusqu'au **16 octobre 2015** inclus.

#### Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 9 octobre 2015\_

Monsieur l'Adjoint délégué

  
Luc ALBERNHE

Publié le :

15 OCT. 2015

## **Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier**

### **PERMISSION DE VOIRIE**

**France Telecom Ingénierie Gestion Affaires**

**13, Rue François MIREUR**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de la voirie routière ;
- Vu le code des postes et des communications électroniques ;
- Vu le code de la route ;
- Vu la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, relative à la coordination de la sécurité et de la protection de la santé sur les chantiers de bâtiments et de génie civil ;
- Vu le décret n°64-262 du 14 mars 1964, relatif aux caractéristiques techniques, aux alignements, à la conservation et à la surveillance des voies communales ;
- Vu le décret n°2005-862 du 27 juillet 2005, relatif aux conditions d'établissement et d'exploitation des réseaux et à la fourniture de services de communications électroniques ;
- Vu le décret n°2005-1676 du 16 décembre 2005, relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu l'arrêté ministériel du 26 mars 2007, relatif aux demandes de permissions de voirie mentionnées à l'article R20-47 du code des postes et des communications électroniques ;
- Vu la délibération du conseil municipal du 27 octobre 1992, relative à la maîtrise de l'encombrement du sous-sol ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

- Vu l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015, donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;

- Vu l'arrêté municipal du 9 février 1987, relatif à l'occupation du sous-sol,

- Vu qu'au titre de l'article L33-1 du code des postes et des communications électroniques, la société France Telecom Ingénierie Gestion Affaires est un opérateur déclaré auprès de l'ARCEP concernant son activité d'opérateur de réseau de communications électroniques ouvert au public ;

- Vu les avis des principaux maîtres d'ouvrage occupant la voirie communale recueillis suite à la commission de consultation du 12 décembre 1997, conformément à l'article R 141-14 du code de la voirie routière ;

- Vu le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) du 31 juillet 1998 et notamment le titre IV comportant le règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et l'arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique ;

- Vu la demande en date du vendredi 30 janvier 2015, par laquelle le maître d'ouvrage France Telecom Ingénierie Gestion Affaires, dont le siège est situé Unité d'Intervention Languedoc Roussillon-707, Avenue du Marché Gare 34933 Montpellier Cedex 9, représenté par JAMME Fabien, demande l'autorisation d'occuper le domaine public routier communal ;

- Considérant que, pour les besoins d'exploitation de sa licence d'opérateur de télécommunications, le pétitionnaire doit occuper le domaine public routier communal pour l'installation d'artères souterraines ;

- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative à la voirie et aux espaces publics détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale.

### **Arrête au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole**

#### **Article 1 - Permission de voirie.**

La société, France Telecom Ingénierie Gestion Affaires, Unité d'Intervention Languedoc Roussillon-707, Avenue du Marché Gare 34933 Montpellier Cedex 9, ci-après désignée "le permissionnaire", est autorisée à occuper le domaine public routier communal sous réserve du respect des conditions techniques et de sécurité en vigueur d'une part et des conditions particulières ci-après d'autre part.

La présente autorisation est accordée, sauf dénonciation, pour une période qui prend effet à la date de signature du présent arrêté et expire à la date d'échéance de l'autorisation accordée au permissionnaire pour établir et exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et pour fournir le service téléphonique au public.

Elle annule et remplace la permission de voirie N°150517 du 16 /07/2015.

Elle concerne les installations et ouvrages techniques désignés à l'article 2.

Elle ne peut être cédée par le permissionnaire à aucune autre personne physique ou morale sans le consentement préalable écrit de la Ville de Montpellier.

Elle est périmée de plein droit si le permissionnaire n'a pas engagé les travaux dans un délai de six mois suivant la date du présent arrêté.

Sa reconduction fait l'objet d'une demande du permissionnaire à la Ville de Montpellier, adressée six mois au moins avant la date d'échéance.

## **Article 2 - Nature et localisation des installations.**

**Nature** : Pose Armoire Réseau. N°9046

**Localisation** : 13, Rue François Mireur.

**Linéaire** : 20 mètres.

N.B. : Toute installation supplémentaire venant s'ajouter, par la suite, au présent état doit faire l'objet d'une permission de voirie particulière qui est régie par les termes de la présente et prend fin à la même date.

## **Article 3 - Réalisation des ouvrages**

Les ouvrages sont réalisés conformément aux plans de projet joints à la demande de permission de voirie susvisée. Toute modification à apporter le cas échéant, à titre provisoire ou définitif, aux voiries et accessoires ainsi qu'aux équipements de toute nature compris dans l'emprise du domaine public occupé doit être autorisée préalablement par la Ville. Les dépenses résultant de ces modifications sont à la charge du permissionnaire.

La nature et la qualité des matériaux utilisés ainsi que la profondeur des canalisations doivent être conformes au règlement de voirie. Si la profondeur des installations se révélait ultérieurement inférieure aux cotes prescrites, le permissionnaire devra les déplacer jusqu'à la cote requise.

Le permissionnaire respecte en permanence toutes les précautions nécessaires pour protéger et préserver le domaine public et les réseaux en place, pendant et après les travaux. A cette fin, il contacte préalablement les occupants du domaine public qui lui indiquent les dispositions techniques de protection des ouvrages à respecter. Il en tient compte pour l'élaboration de son projet et pour l'exécution des travaux. Il est également tenu de se conformer aux mesures particulières de sécurité prescrites par la réglementation en vigueur dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics.

Durant les travaux, le permissionnaire observe les prescriptions qui lui sont imposées pour assurer la circulation et la sécurité des usagers du domaine public.

La permission de voirie ne donne pas autorisation d'ouverture de chantier ; l'engagement, l'exécution et l'achèvement des travaux doivent être conformes aux procédures et prescriptions définies par la réglementation communale régissant les interventions sur la voie publique (règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique).

#### **Article 4 – Partage des installations.**

A la demande de la Ville de Montpellier et afin de limiter les ouvertures de tranchées, le permissionnaire s'engage à étudier la possibilité d'un partage des artères existantes avec tout opérateur autorisé en vertu de l'article L.33-1 du code des postes et des communications électroniques.

Par ailleurs, le permissionnaire informera la Ville de Montpellier de tout accord de partage de ses installations qu'il conclurait ultérieurement avec un occupant tiers.

Si l'octroi de la présente permission de voirie conduit à réserver à son profit l'usage de l'ensemble des capacités d'occupation du domaine public routier communal, le permissionnaire s'engage, à réaliser les travaux nécessaires permettant le partage ultérieur des installations.

#### **Article 5 - Responsabilité.**

Le permissionnaire maintient les lieux occupés en bon état de fonctionnement, d'entretien et de propreté pendant toute la durée de l'occupation.

Il demeure entièrement responsable des dépenses, dommages et préjudices ou accidents qui pourraient résulter de ses travaux ou de l'existence de ses ouvrages tant vis-à-vis de la Ville que des tiers.

La Ville de Montpellier ne peut en aucun cas être tenue responsable des dommages qui peuvent affecter les installations du permissionnaire du fait de l'usage de la voie publique.

#### **Article 6 - Modification déplacement ou suppression des installations.**

Exceptés l'intervention d'urgence prévue à l'article 7 ou les cas de maintenance et de réparation à l'identique des installations, le permissionnaire ne peut effectuer d'autres travaux visant à modifier, déplacer ou supprimer les installations sans le consentement préalable écrit de la Ville de Montpellier.

Outre le cas de force majeure, si des travaux conformes à la destination du domaine public occupé doivent être réalisés dans l'intérêt de ce domaine, le permissionnaire doit procéder, à ses frais et dans les délais convenus avec la Ville de Montpellier, au déplacement, à la modification ou à la suppression de ses installations sur le domaine public, sans qu'il puisse invoquer un droit à indemnité à l'encontre de la Ville de Montpellier.

#### **Article 7 - Interventions d'urgence.**

Dans le cas où une intervention d'urgence serait nécessaire, le permissionnaire est autorisé à réaliser les travaux indispensables, sous réserve d'en informer la Ville de Montpellier sans délai.



## **Article 8 - Recolement.**

Dans les deux mois suivant la fermeture du chantier, le permissionnaire communique à la Ville de Montpellier (service Voirie-Pôle Coordination Patrimoine) :

- Un plan de récolement des installations sur support papier à l'échelle 1/200<sup>ème</sup>, ainsi que sous forme numérisée au format compatible avec le système d'informations géographiques de la Ville de Montpellier,
- Le linéaire du cheminement et les surfaces des chambres.

Le permissionnaire intégrera ces installations dans la base de données caractérisant les plans itinéraires.

## **Article 9 - Situation des ouvrages en fin de permission.**

Avant l'expiration de la présente autorisation, ou si l'exploitation des installations est abandonnée avant cette date, la Ville de Montpellier et le permissionnaire conviennent de se rapprocher pour discuter du devenir des installations.

Dans l'hypothèse où ces installations ne feraient pas l'objet d'une reconduction de permission de voirie liée au renouvellement de la licence d'opérateur par l'autorité de tutelle, elles seraient soit rétrocédées à la Ville de Montpellier sans dédommagement du permissionnaire, soit déposées et les lieux occupés remis en l'état initial, aux frais du permissionnaire.

## **Article 10 - Règlement des litiges.**

Toutes les contestations qui peuvent s'élever entre la Ville de Montpellier et le permissionnaire au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente permission seront soumises aux juridictions compétentes.

## **Article 11 - Exécution.**

Ampliation du présent arrêté sera adressée, pour exécution, chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier, Monsieur le Trésorier Payeur Municipal et au Permissionnaire.

Montpellier, le jeudi 9 Octobre 2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué,  
Agissant au nom et pour le compte  
de Montpellier Méditerranée Métropole

Luc ALBERNHE



Publié le :  
Notifié le :

30 OCT. 2015

## **Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier**

### **PERMISSION DE VOIRIE**

**France Telecom Ingénierie Gestion Affaires**

**128, Rue Maria CASARES**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de la voirie routière ;
- Vu le code des postes et des communications électroniques ;
- Vu le code de la route ;
- Vu la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, relative à la coordination de la sécurité et de la protection de la santé sur les chantiers de bâtiments et de génie civil ;
- Vu le décret n°64-262 du 14 mars 1964, relatif aux caractéristiques techniques, aux alignements, à la conservation et à la surveillance des voies communales ;
- Vu le décret n°2005-862 du 27 juillet 2005, relatif aux conditions d'établissement et d'exploitation des réseaux et à la fourniture de services de communications électroniques ;
- Vu le décret n°2005-1676 du 16 décembre 2005, relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu l'arrêté ministériel du 26 mars 2007, relatif aux demandes de permissions de voirie mentionnées à l'article R20-47 du code des postes et des communications électroniques ;
- Vu la délibération du conseil municipal du 27 octobre 1992, relative à la maîtrise de l'encombrement du sous-sol ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

- Vu l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015, donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;

- Vu l'arrêté municipal du 9 février 1987, relatif à l'occupation du sous-sol,

- Vu qu'au titre de l'article L33-1 du code des postes et des communications électroniques, la société France Telecom Ingénierie Gestion Affaires est un opérateur déclaré auprès de l'ARCEP concernant son activité d'opérateur de réseau de communications électroniques ouvert au public ;

- Vu les avis des principaux maîtres d'ouvrage occupant la voirie communale recueillis suite à la commission de consultation du 12 décembre 1997, conformément à l'article R 141-14 du code la voirie routière ;

- Vu le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) du 31 juillet 1998 et notamment le titre IV comportant le règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et l'arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique ;

- Vu la demande en date du mercredi 8 juillet 2015, par laquelle le maître d'ouvrage France Telecom Ingénierie Gestion Affaires, dont le siège est situé Unité d'Intervention Languedoc Roussillon-707, Avenue du Marché Gare 34933 Montpellier Cedex 9, représenté par PELLETIER Jimmy, demande l'autorisation d'occuper le domaine public routier communal ;

- Considérant que, pour les besoins d'exploitation de sa licence d'opérateur de télécommunications, le pétitionnaire doit occuper le domaine public routier communal pour l'installation d'artères souterraines ;

- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative à la voirie et aux espaces publics détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale.

### **Arrête au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole**

#### **Article 1 - Permission de voirie.**

La société, France Telecom Ingénierie Gestion Affaires, Unité d'Intervention Languedoc Roussillon-707, Avenue du Marché Gare 34933 Montpellier Cedex 9, ci-après désignée "le permissionnaire", est autorisée à occuper le domaine public routier communal sous réserve du respect des conditions techniques et de sécurité en vigueur d'une part et des conditions particulières ci-après d'autre part.

La présente autorisation est accordée, sauf dénonciation, pour une période qui prend effet à la date de signature du présent arrêté et expire à la date d'échéance de l'autorisation accordée au permissionnaire pour établir et exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et pour fournir le service téléphonique au public.

Elle annule et remplace la permission de voirie N°150971 du 08/07/2015

Elle concerne les installations et ouvrages techniques désignés à l'article 2.

Elle ne peut être cédée par le permissionnaire à aucune autre personne physique ou morale sans le consentement préalable écrit de la Ville de Montpellier.

Elle est périmée de plein droit si le permissionnaire n'a pas engagé les travaux dans un délai de six mois suivant la date du présent arrêté.

Sa reconduction fait l'objet d'une demande du permissionnaire à la Ville de Montpellier, adressée six mois au moins avant la date d'échéance.

## **Article 2 - Nature et localisation des installations.**

**Nature** : Pose Armoire Réseau.

**Localisation** : 128 , Rue Marie Casares.

**Linéaire** : 4 mètres. **Armoire N°6946**

N.B. : Toute installation supplémentaire venant s'ajouter, par la suite, au présent état doit faire l'objet d'une permission de voirie particulière qui est régie par les termes de la présente et prend fin à la même date.

## **Article 3 - Réalisation des ouvrages**

Les ouvrages sont réalisés conformément aux plans de projet joints à la demande de permission de voirie susvisée. Toute modification à apporter le cas échéant, à titre provisoire ou définitif, aux voiries et accessoires ainsi qu'aux équipements de toute nature compris dans l'emprise du domaine public occupé doit être autorisée préalablement par la Ville. Les dépenses résultant de ces modifications sont à la charge du permissionnaire.

La nature et la qualité des matériaux utilisés ainsi que la profondeur des canalisations doivent être conformes au règlement de voirie. Si la profondeur des installations se révélait ultérieurement inférieure aux cotes prescrites, le permissionnaire devra les déplacer jusqu'à la côte requise.

Le permissionnaire respecte en permanence toutes les précautions nécessaires pour protéger et préserver le domaine public et les réseaux en place, pendant et après les travaux. A cette fin, il contacte préalablement les occupants du domaine public qui lui indiquent les dispositions techniques de protection des ouvrages à respecter. Il en tient compte pour l'élaboration de son projet et pour l'exécution des travaux. Il est également tenu de se conformer aux mesures particulières de sécurité prescrites par la réglementation en vigueur dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics.

Durant les travaux, le permissionnaire observe les prescriptions qui lui sont imposées pour assurer la circulation et la sécurité des usagers du domaine public.

La permission de voirie ne donne pas autorisation d'ouverture de chantier ; l'engagement, l'exécution et l'achèvement des travaux doivent être conformes aux procédures et prescriptions définies par la réglementation communale régissant les interventions sur la voie publique (règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique).

#### **Article 4 – Partage des installations.**

A la demande de la Ville de Montpellier et afin de limiter les ouvertures de tranchées, le permissionnaire s'engage à étudier la possibilité d'un partage des artères existantes avec tout opérateur autorisé en vertu de l'article L.33-1 du code des postes et des communications électroniques.

Par ailleurs, le permissionnaire informera la Ville de Montpellier de tout accord de partage de ses installations qu'il conclurait ultérieurement avec un occupant tiers.

Si l'octroi de la présente permission de voirie conduit à réserver à son profit l'usage de l'ensemble des capacités d'occupation du domaine public routier communal, le permissionnaire s'engage, à réaliser les travaux nécessaires permettant le partage ultérieur des installations.

#### **Article 5 - Responsabilité.**

Le permissionnaire maintient les lieux occupés en bon état de fonctionnement, d'entretien et de propreté pendant toute la durée de l'occupation.

Il demeure entièrement responsable des dépenses, dommages et préjudices ou accidents qui pourraient résulter de ses travaux ou de l'existence de ses ouvrages tant vis-à-vis de la Ville que des tiers.

La Ville de Montpellier ne peut en aucun cas être tenue responsable des dommages qui peuvent affecter les installations du permissionnaire du fait de l'usage de la voie publique.

#### **Article 6 - Modification déplacement ou suppression des installations.**

Exceptés l'intervention d'urgence prévue à l'article 7 ou les cas de maintenance et de réparation à l'identique des installations, le permissionnaire ne peut effectuer d'autres travaux visant à modifier, déplacer ou supprimer les installations sans le consentement préalable écrit de la Ville de Montpellier.

Outre le cas de force majeure, si des travaux conformes à la destination du domaine public occupé doivent être réalisés dans l'intérêt de ce domaine, le permissionnaire doit procéder, à ses frais et dans les délais convenus avec la Ville de Montpellier, au déplacement, à la modification ou à la suppression de ses installations sur le domaine public, sans qu'il puisse invoquer un droit à indemnité à l'encontre de la Ville de Montpellier.

#### **Article 7 - Interventions d'urgence.**

Dans le cas où une intervention d'urgence serait nécessaire, le permissionnaire est autorisé à réaliser les travaux indispensables, sous réserve d'en informer la Ville de Montpellier sans délai.

## **Article 8 - Recolement.**

Dans les deux mois suivant la fermeture du chantier, le permissionnaire communique à la Ville de Montpellier (service Voirie-Pôle Coordination Patrimoine) :

- Un plan de récolement des installations sur support papier à l'échelle 1/200<sup>ème</sup>, ainsi que sous forme numérisée au format compatible avec le système d'informations géographiques de la Ville de Montpellier,
- Le linéaire du cheminement et les surfaces des chambres.

Le permissionnaire intégrera ces installations dans la base de données caractérisant les plans itinéraires.

## **Article 9 - Situation des ouvrages en fin de permission.**

Avant l'expiration de la présente autorisation, ou si l'exploitation des installations est abandonnée avant cette date, la Ville de Montpellier et le permissionnaire conviennent de se rapprocher pour discuter du devenir des installations.

Dans l'hypothèse où ces installations ne feraient pas l'objet d'une reconduction de permission de voirie liée au renouvellement de la licence d'opérateur par l'autorité de tutelle, elles seraient soit rétrocédées à la Ville de Montpellier sans dédommagement du permissionnaire, soit déposées et les lieux occupés remis en l'état initial, aux frais du permissionnaire.

## **Article 10 - Règlement des litiges.**

Toutes les contestations qui peuvent s'élever entre la Ville de Montpellier et le permissionnaire au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente permission seront soumises aux juridictions compétentes.

## **Article 11 - Exécution.**

Ampliation du présent arrêté sera adressée, pour exécution, chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier, Monsieur le Trésorier Payeur Municipal et au Permissionnaire.

**Montpellier, le Vendredi 9 octobre 2015**

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué,  
Agissant au nom et pour le compte  
de Montpellier Méditerranée Métropole**

**Luc ALBERNHE**



**Publié le :  
Notifié le :**

**30 OCT. 2015**

## **Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier**

### **PERMISSION DE VOIRIE**

#### **Free Infrastructure**

#### **84 Avenue Aglaé Adanson**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de la voirie routière ;
- Vu le code des postes et des communications électroniques ;
- Vu le code de la route ;
- Vu la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, relative à la coordination de la sécurité et de la protection de la santé sur les chantiers de bâtiments et de génie civil ;
- Vu le décret n°64-262 du 14 mars 1964, relatif aux caractéristiques techniques, aux alignements, à la conservation et à la surveillance des voies communales ;
- Vu le décret n°2005-862 du 27 juillet 2005, relatif aux conditions d'établissement et d'exploitation des réseaux et à la fourniture de services de communications électroniques ;
- Vu le décret n°2005-1676 du 16 décembre 2005, relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu l'arrêté ministériel du 26 mars 2007, relatif aux demandes de permissions de voirie mentionnées à l'article R20-47 du code des postes et des communications électroniques ;
- Vu la délibération du conseil municipal du 27 octobre 1992, relative à la maîtrise de l'encombrement du sous-sol ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;



- Vu l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015, donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;

- Vu l'arrêté municipal du 9 février 1987, relatif à l'occupation du sous-sol,

- Vu qu'au titre de l'article L33-1 du code des postes et des communications électroniques, la société Free Infrastructure est un opérateur déclaré auprès de l'ARCEP concernant son activité d'opérateur de réseau de communications électroniques ouvert au public ;

- Vu les avis des principaux maîtres d'ouvrage occupant la voirie communale recueillis suite à la commission de consultation du 12 décembre 1997, conformément à l'article R 141-14 du code de la voirie routière ;

- Vu le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) du 31 juillet 1998 et notamment le titre IV comportant le règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et l'arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique ;

- Vu la demande en date du vendredi 9 octobre 2015, par laquelle le maître d'ouvrage Free Infrastructure, dont le siège est situé 8, rue de la Ville l'Evêque 75008 Paris, représenté par MARTINO Olivier, demande l'autorisation d'occuper le domaine public routier communal ;

- Considérant que, pour les besoins d'exploitation de sa licence d'opérateur de télécommunications, le pétitionnaire doit occuper le domaine public routier communal pour l'installation d'artères souterraines ;

- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative à la voirie et aux espaces publics détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale.

### **Arrête au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole**

#### **Article 1 - Permission de voirie.**

La société, Free Infrastructure, 8, rue de la Ville l'Evêque 75008 Paris, ci-après désignée "le permissionnaire", est autorisée à occuper le domaine public routier communal sous réserve du respect des conditions techniques et de sécurité en vigueur d'une part et des conditions particulières ci-après d'autre part.

La présente autorisation est accordée, sauf dénonciation, pour une période qui prend effet à la date de signature du présent arrêté et expire à la date d'échéance de l'autorisation accordée au permissionnaire pour établir et exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et pour fournir le service téléphonique au public.

Elle concerne les installations et ouvrages techniques désignés à l'article 2.

Elle ne peut être cédée par le permissionnaire à aucune autre personne physique ou morale sans le consentement préalable écrit de la Ville de Montpellier.



Elle est périmée de plein droit si le permissionnaire n'a pas engagé les travaux dans un délai de six mois suivant la date du présent arrêté.

Sa reconduction fait l'objet d'une demande du permissionnaire à la Ville de Montpellier, adressée six mois au moins avant la date d'échéance.

## **Article 2 - Nature et localisation des installations.**

**Nature** : Extension réseau.

**Localisation** : 84 Avenue Aglaé Adanson.

**Linéaire** : 14 mètres.

N.B. : Toute installation supplémentaire venant s'ajouter, par la suite, au présent état doit faire l'objet d'une permission de voirie particulière qui est régie par les termes de la présente et prend fin à la même date.

## **Article 3 - Réalisation des ouvrages**

Les ouvrages sont réalisés conformément aux plans de projet joints à la demande de permission de voirie susvisée. Toute modification à apporter le cas échéant, à titre provisoire ou définitif, aux voiries et accessoires ainsi qu'aux équipements de toute nature compris dans l'emprise du domaine public occupé doit être autorisée préalablement par la Ville. Les dépenses résultant de ces modifications sont à la charge du permissionnaire.

La nature et la qualité des matériaux utilisés ainsi que la profondeur des canalisations doivent être conformes au règlement de voirie. Si la profondeur des installations se révélait ultérieurement inférieure aux cotes prescrites, le permissionnaire devra les déplacer jusqu'à la côte requise.

Le permissionnaire respecte en permanence toutes les précautions nécessaires pour protéger et préserver le domaine public et les réseaux en place, pendant et après les travaux. A cette fin, il contacte préalablement les occupants du domaine public qui lui indiquent les dispositions techniques de protection des ouvrages à respecter. Il en tient compte pour l'élaboration de son projet et pour l'exécution des travaux. Il est également tenu de se conformer aux mesures particulières de sécurité prescrites par la réglementation en vigueur dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics.

Durant les travaux, le permissionnaire observe les prescriptions qui lui sont imposées pour assurer la circulation et la sécurité des usagers du domaine public.

La permission de voirie ne donne pas autorisation d'ouverture de chantier ; l'engagement, l'exécution et l'achèvement des travaux doivent être conformes aux procédures et prescriptions définies par la réglementation communale régissant les interventions sur la voie publique (règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique).

## **Article 4 – Partage des installations.**

A la demande de la Ville de Montpellier et afin de limiter les ouvertures de tranchées, le permissionnaire s'engage à étudier la possibilité d'un partage des artères existantes avec tout opérateur autorisé en vertu de l'article L.33-1 du code des postes et des communications électroniques.

Par ailleurs, le permissionnaire informera la Ville de Montpellier de tout accord de partage de ses installations qu'il conclurait ultérieurement avec un occupant tiers.

Si l'octroi de la présente permission de voirie conduit à réserver à son profit l'usage de l'ensemble des capacités d'occupation du domaine public routier communal, le permissionnaire s'engage, à réaliser les travaux nécessaires permettant le partage ultérieur des installations.

#### **Article 5 - Responsabilité.**

Le permissionnaire maintient les lieux occupés en bon état de fonctionnement, d'entretien et de propreté pendant toute la durée de l'occupation.

Il demeure entièrement responsable des dépenses, dommages et préjudices ou accidents qui pourraient résulter de ses travaux ou de l'existence de ses ouvrages tant vis-à-vis de la Ville que des tiers.

La Ville de Montpellier ne peut en aucun cas être tenue responsable des dommages qui peuvent affecter les installations du permissionnaire du fait de l'usage de la voie publique.

#### **Article 6 - Modification déplacement ou suppression des installations.**

Exceptés l'intervention d'urgence prévue à l'article 7 ou les cas de maintenance et de réparation à l'identique des installations, le permissionnaire ne peut effectuer d'autres travaux visant à modifier, déplacer ou supprimer les installations sans le consentement préalable écrit de la Ville de Montpellier.

Outre le cas de force majeure, si des travaux conformes à la destination du domaine public occupé doivent être réalisés dans l'intérêt de ce domaine, le permissionnaire doit procéder, à ses frais et dans les délais convenus avec la Ville de Montpellier, au déplacement, à la modification ou à la suppression de ses installations sur le domaine public, sans qu'il puisse invoquer un droit à indemnité à l'encontre de la Ville de Montpellier.

#### **Article 7 - Interventions d'urgence.**

Dans le cas où une intervention d'urgence serait nécessaire, le permissionnaire est autorisé à réaliser les travaux indispensables, sous réserve d'en informer la Ville de Montpellier sans délai.

#### **Article 8 - Recolement.**

Dans les deux mois suivant la fermeture du chantier, le permissionnaire communique à la Ville de Montpellier (service Voirie-Pôle Coordination Patrimoine) :

- Un plan de récolement des installations sur support papier à l'échelle 1/200<sup>ème</sup>, ainsi que sous forme numérisée au format compatible avec le système d'informations géographiques de la Ville de Montpellier,
- Le linéaire du cheminement et les surfaces des chambres.

Le permissionnaire intégrera ces installations dans la base de données caractérisant les plans itinéraires.

### **Article 9 - Situation des ouvrages en fin de permission.**

Avant l'expiration de la présente autorisation, ou si l'exploitation des installations est abandonnée avant cette date, la Ville de Montpellier et le permissionnaire conviennent de se rapprocher pour discuter du devenir des installations.

Dans l'hypothèse où ces installations ne feraient pas l'objet d'une reconduction de permission de voirie liée au renouvellement de la licence d'opérateur par l'autorité de tutelle, elles seraient soit rétrocédées à la Ville de Montpellier sans dédommagement du permissionnaire, soit déposées et les lieux occupés remis en l'état initial, aux frais du permissionnaire.

### **Article 10 - Règlement des litiges.**

Toutes les contestations qui peuvent s'élever entre la Ville de Montpellier et le permissionnaire au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente permission seront soumises aux juridictions compétentes.

### **Article 11 - Exécution.**

Ampliation du présent arrêté sera adressée, pour exécution, chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier, Monsieur le Trésorier Payeur Municipal et au Permissionnaire.

**Montpellier, le vendredi 9 octobre 2015**

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué,  
Agissant au nom et pour le compte  
de Montpellier Méditerranée Métropole**

Luc ALBERNHE

**Publié le : 3 0 OCT. 2015**  
**Notifié le :**



**Arrêté Municipal**  
**Campagne de stérilisation des populations félines**  
**errantes**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,
- Vu l'article L.211-27 du Code Rural et de la pêche maritime relatif aux chats vivant en groupe dans les lieux publics de la commune sans propriétaire ou détenteur,
- Vu les articles L.211-22 de ce même Code précisant que les maires prennent toutes les dispositions nécessaires pour empêcher la divagation des chiens et des chats et l'article L.211-23 qui définit la divagation de ces animaux,
- Vu l'article R.211-12 précisant que le maire est tenu d'informer la population des modalités selon lesquelles les animaux mentionnés aux articles L.211-21 et L.211-22 sont pris en charge,
- Vu le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et plus particulièrement ses articles 99-6,
- Vu l'arrêté n°2015/1975 donnant délégation de fonction à Madame SANTARELLI Marie-Hélène, 4<sup>ème</sup> Adjointe au Maire, déléguée à la sécurité,
- Vu la délibération du Conseil Municipal n°2014/473 en date du 06 novembre 2014 autorisant le partenariat entre la Ville et la Fondation 30 Millions d'Amis contractualisé par une convention signée le 23/03/15,
- Considérant la prolifération des chats errants sur la Commune de Montpellier,
- Considérant les nuisances sanitaires potentielles,
- Considérant les actes de maltraitements provoqués par la surpopulation féline,
- Considérant que la divagation des chats errants pose un réel problème de salubrité publique, la commune de Montpellier a décidé de poursuivre et d'engager des actions en vue de réguler cette population afin d'en limiter les nuisances,

## **ARRETE**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

Il est décidé de faire procéder à la capture, à la stérilisation et à l'identification des chats non identifiés, sans propriétaire ou sans gardien, vivant en groupe dans les lieux publics de la commune, conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection animale, et à les relâcher sur leurs lieux de vie.

### **Article 2 :**

Une campagne de capture de chats se déroulera du 15 Octobre 2015 au 30 Novembre 2015 dans le quartier Port Marinanne, Odysseum. Les animaux capturés, déjà identifiés, seront conduits à la fourrière Animale Noé située RD 185 - Lieu dit Carré du Roi à Villeneuve Les Maguelone. Les animaux réclamés seront remis à leur propriétaire contre remboursement des frais de garde.

### **Article 3 :**

L'identification réglementaire des animaux définis à l'article 1<sup>er</sup> sera réalisée au nom de la Fondation 30 Millions d'Amis.

### **Article 4 :**

La remise sur les lieux de vie des chats, après stérilisation et identification, sera réalisée par les services de la Ville, et plus particulièrement par l'intermédiaire du service dédié. La gestion, le suivi sanitaire et les conditions de garde de ces populations sont placés sous la responsabilité de la Ville et de la Fondation 30 Millions d'Amis.

### **Article 5 :**

Cette opération est organisée par la Ville de Montpellier en partenariat avec :

- la Fondation 30 Millions d'Amis
- l'Ecole du Chat
- et l'association Les Pattounes du Cœur.

### **Article 6 :**

L'information du public consistera en l'affichage du présent arrêté à l'Hôtel de Ville et dans le quartier concerné, et sa publication sur le site internet de la Ville : [www.montpellier.fr](http://www.montpellier.fr).

**Article 7 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

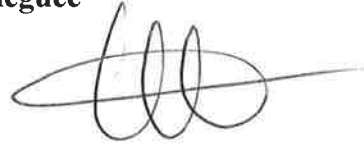
Le Maire de la Ville de Montpellier informe que le présent acte peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

-soit d'un recours gracieux auprès du Maire.

-soit d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, directement sans recours gracieux dans le délai de deux mois précité, ou à l'issue d'un recours gracieux, dans un délai de deux mois soit à compter de la notification d'une réponse expresse, soit à compter d'un refus tacite (constitué si l'administration ne répond pas au recours gracieux dans le délai imparti).

Montpellier, le 12/10/2015

**Pour Monsieur le Maire et par  
délégation, Madame l'Adjointe  
déléguée**



**Marie-Hélène SANTARELLI**

Publié le : 16/10/2015  
Notifié le :

## Certificat d'affichage

**Monsieur le Maire de la Ville de MONTPELLIER**

C E R T I F I E que l'arrêté municipal n° 2015/4627/T/R du 12/10/2015

«Arrêté Municipal Campagne de stérilisation des populations félines errantes »

a été affiché en Mairie à compter du 20/10/ 2015, sur les panneaux officiels prévus à cet effet.

MONTPELLIER, le 16/10/ 2015

Pour Monsieur le Maire et par Délégation  
Le Directeur de la Réglementation et  
Tranquillité Publique

Monsieur Jean-Pierre VIALAY





**Arrêté Municipal**  
**Campagne de stérilisation des populations félines**  
**errantes**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,
- Vu l'article L.211-27 du Code Rural et de la pêche maritime relatif aux chats vivant en groupe dans les lieux publics de la commune sans propriétaire ou détenteur,
- Vu les articles L.211-22 de ce même Code précisant que les maires prennent toutes les dispositions nécessaires pour empêcher la divagation des chiens et des chats et l'article L.211-23 qui définit la divagation de ces animaux,
- Vu l'article R.211-12 précisant que le maire est tenu d'informer la population des modalités selon lesquelles les animaux mentionnés aux articles L.211-21 et L.211-22 sont pris en charge,
- Vu le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et plus particulièrement ses articles 99-6,
- Vu l'arrêté n°2015/1975 donnant délégation de fonction à Madame SANTARELLI Marie-Hélène, 4<sup>ème</sup> Adjointe au Maire, déléguée à la sécurité,
- Vu la délibération du Conseil Municipal n°2014/473 en date du 06 novembre 2014 autorisant le partenariat entre la Ville et la Fondation 30 Millions d'Amis contractualisé par une convention signée le 23/03/15,
- Considérant la prolifération des chats errants sur la Commune de Montpellier,
- Considérant les nuisances sanitaires potentielles,
- Considérant les actes de maltraitances provoquées par la surpopulation féline,
- Considérant que la divagation des chats errants pose un réel problème de salubrité publique, la commune de Montpellier a décidé de poursuivre et d'engager des actions en vue de réguler cette population afin d'en limiter les nuisances,



## ARRETE

### **Article 1<sup>er</sup> :**

Il est décidé de faire procéder à la capture, à la stérilisation et à l'identification des chats non identifiés, sans propriétaire ou sans gardien, vivant en groupe dans les lieux publics de la commune, conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection animale, et à les relâcher sur leurs lieux de vie.

### **Article 2 :**

Une campagne de capture de chats se déroulera du 15 Octobre 2015 au 30 Novembre 2015 dans le quartier Hôpitaux – Facultés, Vert bois. Les animaux capturés, déjà identifiés, seront conduits à la fourrière Animale Noé située RD 185 - Lieu dit Carré du Roi à Villeneuve Les Maguelone. Les animaux réclamés seront remis à leur propriétaire contre remboursement des frais de garde.

### **Article 3 :**

L'identification réglementaire des animaux définis à l'article 1<sup>er</sup> sera réalisée au nom de la Fondation 30 Millions d'Amis.

### **Article 4 :**

La remise sur les lieux de vie des chats, après stérilisation et identification, sera réalisée par les services de la Ville, et plus particulièrement par l'intermédiaire du service dédié. La gestion, le suivi sanitaire et les conditions de garde de ces populations sont placés sous la responsabilité de la Ville et de la Fondation 30 Millions d'Amis.

### **Article 5 :**

Cette opération est organisée par la Ville de Montpellier en partenariat avec :

- la Fondation 30 Millions d'Amis
- l'Ecole du Chat
- et l'association Les Pattounes du Cœur.

### **Article 6 :**

L'information du public consistera en l'affichage du présent arrêté à l'Hôtel de Ville et dans le quartier concerné, et sa publication sur le site internet de la Ville : [www.montpellier.fr](http://www.montpellier.fr).

**Article 7 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Maire de la Ville de Montpellier informe que le présent acte peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

-soit d'un recours gracieux auprès du Maire.

-soit d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, directement sans recours gracieux dans le délai de deux mois précité, ou à l'issue d'un recours gracieux, dans un délai de deux mois soit à compter de la notification d'une réponse expresse, soit à compter d'un refus tacite (constitué si l'administration ne répond pas au recours gracieux dans le délai imparti).

Montpellier, le 12/10/2015

**Pour Monsieur le Maire et par  
délégation, Madame l'Adjointe  
déléguée**



**Marie-Hélène SANTARELLI**

Publié le : 16/10/2015  
Notifié le :

## Certificat d'affichage

**Monsieur le Maire de la Ville de MONTPELLIER**

C E R T I F I E que l'arrêté municipal n° 2015/4628/T/R du 12/10/2015

«Arrêté Municipal Campagne de stérilisation des populations félines errantes »

a été affiché en Mairie à compter du 20/10/ 2015, sur les panneaux officiels prévus à cet effet.

MONTPELLIER, le 16/10/2015

Pour Monsieur le Maire et par Délégation  
Le Directeur de la Réglementation et  
Tranquillité Publique

Monsieur Jean-Pierre VIALAY



**Arrêté Municipal**  
**Campagne de stérilisation des populations félines**  
**errantes**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,
- Vu l'article L.211-27 du Code Rural et de la pêche maritime relatif aux chats vivant en groupe dans les lieux publics de la commune sans propriétaire ou détenteur,
- Vu les articles L.211-22 de ce même Code précisant que les maires prennent toutes les dispositions nécessaires pour empêcher la divagation des chiens et des chats et l'article L.211-23 qui définit la divagation de ces animaux,
- Vu l'article R.211-12 précisant que le maire est tenu d'informer la population des modalités selon lesquelles les animaux mentionnés aux articles L.211-21 et L.211-22 sont pris en charge,
- Vu le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et plus particulièrement ses articles 99-6,
- Vu l'arrêté n°2015/1975 donnant délégation de fonction à Madame SANTARELLI Marie-Hélène, 4<sup>ème</sup> Adjointe au Maire, déléguée à la sécurité,
- Vu la délibération du Conseil Municipal n°2014/473 en date du 06 novembre 2014 autorisant le partenariat entre la Ville et la Fondation 30 Millions d'Amis contractualisé par une convention signée le 23/03/15,
- Considérant la prolifération des chats errants sur la Commune de Montpellier,
- Considérant les nuisances sanitaires potentielles,
- Considérant les actes de maltraitances provoquées par la surpopulation féline,
- Considérant que la divagation des chats errants pose un réel problème de salubrité publique, la commune de Montpellier a décidé de poursuivre et d'engager des actions en vue de réguler cette population afin d'en limiter les nuisances,

## ARRETE

### **Article 1<sup>er</sup> :**

Il est décidé de faire procéder à la capture, à la stérilisation et à l'identification des chats non identifiés, sans propriétaire ou sans gardien, vivant en groupe dans les lieux publics de la commune, conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection animale, et à les relâcher sur leurs lieux de vie.

### **Article 2 :**

Une campagne de capture de chats se déroulera du 15 Octobre 2015 au 30 Novembre 2015 dans le quartier Saint Martin. Les animaux capturés, déjà identifiés, seront conduits à la fourrière Animale Noé située RD 185 - Lieu dit Carré du Roi à Villeneuve Les Maguelone. Les animaux réclamés seront remis à leur propriétaire contre remboursement des frais de garde.

### **Article 3 :**

L'identification réglementaire des animaux définis à l'article 1<sup>er</sup> sera réalisée au nom de la Fondation 30 Millions d'Amis.

### **Article 4 :**

La remise sur les lieux de vie des chats, après stérilisation et identification, sera réalisée par les services de la Ville, et plus particulièrement par l'intermédiaire du service dédié. La gestion, le suivi sanitaire et les conditions de garde de ces populations sont placés sous la responsabilité de la Ville et de la Fondation 30 Millions d'Amis.

### **Article 5 :**

Cette opération est organisée par la Ville de Montpellier en partenariat avec :

- la Fondation 30 Millions d'Amis
- l'Ecole du Chat
- et l'association Les Pattounes du Cœur.

### **Article 6 :**

L'information du public consistera en l'affichage du présent arrêté à l'Hôtel de Ville et dans le quartier concerné, et sa publication sur le site internet de la Ville : [www.montpellier.fr](http://www.montpellier.fr).

**Article 7 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Maire de la Ville de Montpellier informe que le présent acte peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

-soit d'un recours gracieux auprès du Maire.

-soit d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, directement sans recours gracieux dans le délai de deux mois précité, ou à l'issue d'un recours gracieux, dans un délai de deux mois soit à compter de la notification d'une réponse expresse, soit à compter d'un refus tacite (constitué si l'administration ne répond pas au recours gracieux dans le délai imparti).

Montpellier, le 12/10/2015

**Pour Monsieur le Maire et par  
délégation, Madame l'Adjointe  
déléguée**



**Marie-Hélène SANTARELLI**

Publié le : 16/10/2015  
Notifié le :

## Certificat d'affichage

**Monsieur le Maire de la Ville de MONTPELLIER**

C E R T I F I E que l'arrêté municipal n° 2015/4629/T/R du 12/10/2015

«Arrêté Municipal Campagne de stérilisation des populations félines errantes »

a été affiché en Mairie à compter du 20/10/2015, sur les panneaux officiels prévus à cet effet.

MONTPELLIER, le 16/10/15

Pour Monsieur le Maire et par Délégation  
Le Directeur de la Réglementation et  
Tranquillité Publique

Monsieur Jean-Pierre VIALAY



## Concours de maîtrise d'oeuvre pour la construction du groupe scolaire Ovalie 2 : désignation du lauréat.

### Concours de maîtrise d'œuvre pour la construction du groupe scolaire Ovalie 2. Désignation du lauréat

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L.2122-18
- Vu l'article 24 du Code des Marchés Publics
- Vu l'article 70 du Code des Marchés Publics
- Vu le procès-verbal de la commission du jury du 6 octobre 2015

#### Arrête :

#### Arrête 1<sup>er</sup> :

Au vu de l'avis du jury, le lauréat désigné pour le concours de maîtrise d'œuvre pour la construction du groupe scolaire Ovalie 2 est le groupement : MDR ARCHITECTES / MICHEL FRUSTIE / P3G.

#### Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 12/10/2015

Pour Monsieur le Maire et par  
délégation, Madame l'Adjointe  
déléguée



Isabelle MARSALA

Publié le : 13/10/2015  
Notifié le :



**Arrêté temporaire  
Mesures de circulation et de stationnement  
Rue du Clos Chivaud,  
Impasse Jeanne Galzy  
et Impasse Marc Sangnier**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux d'abattage d'arbres à la demande du service DPB ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **19 octobre 2015** et jusqu'au **07 novembre 2015** inclus, la Rue du Clos Chivaud, entre le n° 82 et le n° 122 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite.  
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.
- Le stationnement est interdit.  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

À compter du **19 octobre 2015** et jusqu'au **07 novembre 2015** inclus, l'Impasse Jeanne Galzy est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite.  
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.
- Le stationnement est interdit.  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

### **Article 3 :**

À compter du **19 octobre 2015** et jusqu'au **07 novembre 2015** inclus, l'Impasse Marc Sangnier est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite.  
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.
- Le stationnement est interdit.  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

### **Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

### **Article 5 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du service DPB

### **Article 6 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

### **Article 7 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 12 octobre 2015**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**15 OCT. 2015**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Passage Bruyas et Rue Jacques Coeur

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2015-T2098 du **08 octobre 2015** ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de renouvellement du réseau gaz à la demande de GRDF ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **24 octobre 2015** les dispositions de l'arrêté 2015-T2098 du **08 octobre 2015** sont prorogées jusqu'au **27 novembre 2015** inclus.

#### Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 12 octobre 2015

  
Monsieur l'Adjoint délégué  
**Luc ALBERNHE**

Publié le : **15 OCT. 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue du Docteur Pezet

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de raccordement électrique à la demande de ERDF ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

Le **18 novembre 2015**, Avenue du Docteur Pezet, dans sa partie comprise entre la Rue du Truel et la Route de Mende au droit du numéro 5 sur 100 mètres de chaque côté, chaque demi-chaussée alternativement est interdite à la circulation générale.

Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 17h00.**

#### Article 2 :

Le **18 novembre 2015**, Avenue du Docteur Pezet, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

#### Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 12 octobre 2015**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**15 OCT. 2015**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Chemin des Comportes

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de réfection de chaussée à la demande du Service Voirie de la Ville de Montpellier ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **13 octobre 2015** et jusqu'au **15 octobre 2015** inclus, la circulation est interdite  
Chemin des Comportes

#### **Article 2 :**

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Avenue de Toulouse, emprunte :

- le Chemin de Poutingon

et se termine sur la Rue du Mas Nouguier.

#### **Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de MALET.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 12 octobre 2015**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**15 OCT. 2015**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Voies diverses

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison d'un tournage à la demande de la société de production "Gloria RODENAS" ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Le **28 octobre 2015**, Rue de Verdun au droit du numéro 20, pendant certaines phases, la circulation peut être interrompue au droit du tournage par périodes n'excédant pas 1 minute .  
Ces dispositions sont applicables **de 18h00 à 23h00.**



#### **Article 2 :**

À compter du **07 novembre 2015** et jusqu'au **08 novembre 2015** inclus, pendant certaines phases, la circulation peut être interrompue au droit du tournage par périodes n'excédant pas 1 minutes sur :

- la Place de la Comédie ;
- la Rue du Faubourg de Nîmes ;
- le Quai du Verdanson ;
- le Boulevard Pasteur ;
- le Boulevard Henri IV ;
- la Rue Foch à l'angle avec la rue François Franque ;
- le Boulevard de l'Observatoire ;
- la Place Saint Roch.

Ces dispositions sont applicables **de 12h00 à 20h00.**

#### **Article 3 :**

À compter du **14 novembre 2015** et jusqu'au **15 novembre 2015** inclus, pendant certaines phases, la circulation peut être interrompue au droit du tournage par périodes n'excédant pas 1 minutes sur :

- la Place de la Comédie ;
- la Rue du Faubourg de Nîmes ;
- le Quai du Verdanson ;
- le Boulevard Pasteur ;
- le Boulevard Henri IV ;
- la Rue Foch à l'angle avec la rue François Franque ;
- le Boulevard de l'Observatoire ;
- la Place Saint Roch ;
- la Place de la Canourgue.

Ces dispositions sont applicables **de 12h00 à 20h00.**

#### **Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### **Article 5 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur.

#### **Article 6 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 7 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 12 octobre 2015**



**Monsieur l'Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**15 OCT. 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue des Chasseurs

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de démolition de villas, à la demande de AROS Guillaume, ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **19 octobre 2015** et jusqu'au **27 novembre 2015** inclus, Rue des Chasseurs, entre le n° 5 et le n° 11, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise MORIN TP.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 12 Octobre 2015**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**16 OCT. 2015**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue de l'Ecole Républicaine

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison d'un déménagement, à la demande de DEMECO Ladreyt ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

Le **09 novembre 2015**, Rue de l'Ecole Républicaine, au droit du N° 83, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **8h00 à 17h00**.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de DEMECO.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 12 Octobre 2015**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 16 OCT. 2015**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue de Montels-Eglise

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux concernant la réalisation des travaux de la tranche 2 de la ZAC GAROSUD EXTENSION à la demande de la SERM ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **13 octobre 2015** et jusqu'au **31 décembre 2015** inclus, la **Rue de Montels-Eglise**, dans sa partie comprise entre le rond-point Rol Tanguy et la Rue Georges Onslow est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite;
- la vitesse maximale sur cette déviation est fixée à **30 Km/h** sur la partie de la Rue Montels-Eglise placée en impasse.

#### Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue de Montels-Eglise, emprunte :

- la Rue François-Joseph Gossec, l'Avenue Etienne Mehul et se termine sur la Rue Georges Onslow.
- la vitesse maximale sur cette déviation est fixée à **30 Km/h** sur l'Avenue Etienne Mehul et sur la Rue Georges Onslow.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de COLAS Saint Jean de Védas.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 12 octobre 2015**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**16 OCT. 2015**





## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Boulevard Jacques Fabre de Morlhon

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est programmé des travaux de réaménagement du premier accès à la plateforme SNCF-Réseau à partir du Boulevard Jacques Fabre de Morlhon ; travaux réalisés sous maîtrise d'ouvrage déléguée à HERAULT AMENAGEMENT, pour le compte d'SNCF-Réseau ;
- CONSIDÉRANT que ces travaux sont exécutés hors chaussée du Boulevard, sur l'accotement et l'aire d'accès à la plateforme SNCF-Réseau ;
- CONSIDÉRANT que, dans le cadre de ces travaux, il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **19 octobre 2015** et jusqu'au **20 novembre 2015** inclus, Boulevard Jacques Fabre de Morlhon à hauteur du premier portail d'accès à la plateforme SCNF-Réseau, la circulation est soumise aux restrictions suivantes :

- la largeur de la voie de droite est réduite d'un mètre sur la rive droite, à hauteur de l'atelier de travaux,
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h, en approche et à hauteur de l'atelier de travaux,
- l'arrêt et le stationnement sont interdits à hauteur de l'atelier de travaux, sauf pour les véhicules suivants :
  - les véhicules de secours, d'entretien et de service public ;
  - les véhicules intervenant sur le chantier, pour le compte du maître d'ouvrage.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise exécutant les travaux, sous responsabilité d'EIFFAGE Route, mandataire du marché de travaux.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 12 octobre 2015**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**10 OCT. 2015**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction d'arrêt et réduction de voie Voie d'accès au parking souterrain de l'hôtel de Ville à partir de l'Avenue Germaine Tillion

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est programmé des travaux d'aménagement du nouveau trottoir coté droit de la voie d'accès au parking souterrain de l'Hôtel de Ville, à partir de l'Avenue Germaine Tillion ;
- CONSIDÉRANT que, dans le cadre de ces travaux, il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **19 octobre 2015** et jusqu'au **27 novembre 2015** inclus, Voie d'accès au parking souterrain de l'Hôtel de Ville à partir de l'Avenue Germaine Tillion, la circulation est soumise aux restrictions suivantes :

- la largeur de la voie de droite, sens entrant, est diminuée de 2,00 mètres entre la plateforme du tramway et le pont ;
- il est maintenue en permanence une voie d'une largeur minimum de 3,50 mètres, ouverte alternativement à la circulation entrante et sortante du parking selon la régulation des feux tricolores permanents ;
- l'arrêt et le stationnement sont interdits des deux côtés de la voie. Le non respect de cette interdiction sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise RAZEL-BEC, sous responsabilité d'URBIS, maître d'ouvrage du programme immobilier

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 12 octobre 2015**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**16 OCT. 2015**



## **Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier**

### **PERMISSION DE VOIRIE**

**France Telecom Ingénierie Gestion Affaires**

**2 rue Louis Bertrand**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de la voirie routière ;
- Vu le code des postes et des communications électroniques ;
- Vu le code de la route ;
- Vu la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, relative à la coordination de la sécurité et de la protection de la santé sur les chantiers de bâtiments et de génie civil ;
- Vu le décret n°64-262 du 14 mars 1964, relatif aux caractéristiques techniques, aux alignements, à la conservation et à la surveillance des voies communales ;
- Vu le décret n°2005-862 du 27 juillet 2005, relatif aux conditions d'établissement et d'exploitation des réseaux et à la fourniture de services de communications électroniques ;
- Vu le décret n°2005-1676 du 16 décembre 2005, relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu l'arrêté ministériel du 26 mars 2007, relatif aux demandes de permissions de voirie mentionnées à l'article R20-47 du code des postes et des communications électroniques ;
- Vu la délibération du conseil municipal du 27 octobre 1992, relative à la maîtrise de l'encombrement du sous-sol ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

- Vu l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015, donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- Vu l'arrêté municipal du 9 février 1987, relatif à l'occupation du sous-sol,
- Vu qu'au titre de l'article L33-1 du code des postes et des communications électroniques, la société France Telecom Ingénierie Gestion Affaires est un opérateur déclaré auprès de l'ARCEP concernant son activité d'opérateur de réseau de communications électroniques ouvert au public ;
- Vu les avis des principaux maîtres d'ouvrage occupant la voirie communale recueillis suite à la commission de consultation du 12 décembre 1997, conformément à l'article R 141-14 du code la voirie routière ;
- Vu le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) du 31 juillet 1998 et notamment le titre IV comportant le règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et l'arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique ;
- Vu la demande en date du vendredi 30 janvier 2015, par laquelle le maître d'ouvrage France Telecom Ingénierie Gestion Affaires, dont le siège est situé Unité d'Intervention Languedoc Roussillon-707, Avenue du Marché Gare 34933 Montpellier Cedex 9, représenté par JAMME Fabien, demande l'autorisation d'occuper le domaine public routier communal ;
- Considérant que, pour les besoins d'exploitation de sa licence d'opérateur de télécommunications, le pétitionnaire doit occuper le domaine public routier communal pour l'installation d'artères souterraines ;
- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative à la voirie et aux espaces publics détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale.

### **Arrête au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole**

#### **Article 1 - Permission de voirie.**

La société, France Telecom Ingénierie Gestion Affaires, Unité d'Intervention Languedoc Roussillon-707, Avenue du Marché Gare 34933 Montpellier Cedex 9, ci-après désignée "le permissionnaire", est autorisée à occuper le domaine public routier communal sous réserve du respect des conditions techniques et de sécurité en vigueur d'une part et des conditions particulières ci-après d'autre part.

La présente autorisation est accordée, sauf dénonciation, pour une période qui prend effet à la date de signature du présent arrêté et expire à la date d'échéance de l'autorisation accordée au permissionnaire pour établir et exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et pour fournir le service téléphonique au public.

Elle annule et remplace la permission de voirie N°150513.

Elle concerne les installations et ouvrages techniques désignés à l'article 2.

Elle ne peut être cédée par le permissionnaire à aucune autre personne physique ou morale sans le consentement préalable écrit de la Ville de Montpellier.

Elle est périmée de plein droit si le permissionnaire n'a pas engagé les travaux dans un délai de six mois suivant la date du présent arrêté.

Sa reconduction fait l'objet d'une demande du permissionnaire à la Ville de Montpellier, adressée six mois au moins avant la date d'échéance.

## **Article 2 - Nature et localisation des installations.**

**Nature** : Pose Armoire Réseau. N° 9050

**Localisation** : 2 Rue Louis Bertrand.

**Linéaire** : 8 mètres.

N.B. : Toute installation supplémentaire venant s'ajouter, par la suite, au présent état doit faire l'objet d'une permission de voirie particulière qui est régie par les termes de la présente et prend fin à la même date.

## **Article 3 - Réalisation des ouvrages**

Les ouvrages sont réalisés conformément aux plans de projet joints à la demande de permission de voirie susvisée. Toute modification à apporter le cas échéant, à titre provisoire ou définitif, aux voiries et accessoires ainsi qu'aux équipements de toute nature compris dans l'emprise du domaine public occupé doit être autorisée préalablement par la Ville. Les dépenses résultant de ces modifications sont à la charge du permissionnaire.

La nature et la qualité des matériaux utilisés ainsi que la profondeur des canalisations doivent être conformes au règlement de voirie. Si la profondeur des installations se révélait ultérieurement inférieure aux cotes prescrites, le permissionnaire devra les déplacer jusqu'à la cote requise.

Le permissionnaire respecte en permanence toutes les précautions nécessaires pour protéger et préserver le domaine public et les réseaux en place, pendant et après les travaux. A cette fin, il contacte préalablement les occupants du domaine public qui lui indiquent les dispositions techniques de protection des ouvrages à respecter. Il en tient compte pour l'élaboration de son projet et pour l'exécution des travaux. Il est également tenu de se conformer aux mesures particulières de sécurité prescrites par la réglementation en vigueur dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics.

Durant les travaux, le permissionnaire observe les prescriptions qui lui sont imposées pour assurer la circulation et la sécurité des usagers du domaine public.

La permission de voirie ne donne pas autorisation d'ouverture de chantier ; l'engagement, l'exécution et l'achèvement des travaux doivent être conformes aux procédures et prescriptions définies par la réglementation communale régissant les interventions sur la voie publique (règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique).

#### **Article 4 – Partage des installations.**

A la demande de la Ville de Montpellier et afin de limiter les ouvertures de tranchées, le permissionnaire s'engage à étudier la possibilité d'un partage des artères existantes avec tout opérateur autorisé en vertu de l'article L.33-1 du code des postes et des communications électroniques.

Par ailleurs, le permissionnaire informera la Ville de Montpellier de tout accord de partage de ses installations qu'il conclurait ultérieurement avec un occupant tiers.

Si l'octroi de la présente permission de voirie conduit à réserver à son profit l'usage de l'ensemble des capacités d'occupation du domaine public routier communal, le permissionnaire s'engage, à réaliser les travaux nécessaires permettant le partage ultérieur des installations.

#### **Article 5 - Responsabilité.**

Le permissionnaire maintient les lieux occupés en bon état de fonctionnement, d'entretien et de propreté pendant toute la durée de l'occupation.

Il demeure entièrement responsable des dépenses, dommages et préjudices ou accidents qui pourraient résulter de ses travaux ou de l'existence de ses ouvrages tant vis-à-vis de la Ville que des tiers.

La Ville de Montpellier ne peut en aucun cas être tenue responsable des dommages qui peuvent affecter les installations du permissionnaire du fait de l'usage de la voie publique.

#### **Article 6 - Modification déplacement ou suppression des installations.**

Exceptés l'intervention d'urgence prévue à l'article 7 ou les cas de maintenance et de réparation à l'identique des installations, le permissionnaire ne peut effectuer d'autres travaux visant à modifier, déplacer ou supprimer les installations sans le consentement préalable écrit de la Ville de Montpellier.

Outre le cas de force majeure, si des travaux conformes à la destination du domaine public occupé doivent être réalisés dans l'intérêt de ce domaine, le permissionnaire doit procéder, à ses frais et dans les délais convenus avec la Ville de Montpellier, au déplacement, à la modification ou à la suppression de ses installations sur le domaine public, sans qu'il puisse invoquer un droit à indemnité à l'encontre de la Ville de Montpellier.

#### **Article 7 - Interventions d'urgence.**

Dans le cas où une intervention d'urgence serait nécessaire, le permissionnaire est autorisé à réaliser les travaux indispensables, sous réserve d'en informer la Ville de Montpellier sans délai.



## **Article 8 - Recolement.**

Dans les deux mois suivant la fermeture du chantier, le permissionnaire communique à la Ville de Montpellier (service Voirie-Pôle Coordination Patrimoine) :

- Un plan de récolement des installations sur support papier à l'échelle 1/200<sup>ème</sup>, ainsi que sous forme numérisée au format compatible avec le système d'informations géographiques de la Ville de Montpellier,
- Le linéaire du cheminement et les surfaces des chambres.

Le permissionnaire intégrera ces installations dans la base de données caractérisant les plans itinéraires.

## **Article 9 - Situation des ouvrages en fin de permission.**

Avant l'expiration de la présente autorisation, ou si l'exploitation des installations est abandonnée avant cette date, la Ville de Montpellier et le permissionnaire conviennent de se rapprocher pour discuter du devenir des installations.

Dans l'hypothèse où ces installations ne feraient pas l'objet d'une reconduction de permission de voirie liée au renouvellement de la licence d'opérateur par l'autorité de tutelle, elles seraient soit rétrocédées à la Ville de Montpellier sans dédommagement du permissionnaire, soit déposées et les lieux occupés remis en l'état initial, aux frais du permissionnaire.

## **Article 10 - Règlement des litiges.**

Toutes les contestations qui peuvent s'élever entre la Ville de Montpellier et le permissionnaire au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente permission seront soumises aux juridictions compétentes.

## **Article 11 - Exécution.**

Ampliation du présent arrêté sera adressée, pour exécution, chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier, Monsieur le Trésorier Payeur Municipal et au Permissionnaire.

**Montpellier, le Lundi 12 Octobre 2015**

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué,  
Agissant au nom et pour le compte  
de Montpellier Méditerranée Métropole**

**Luc ALBERNHE**



**Publié le :  
Notifié le :**

**30 OCT. 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### PERMISSION DE VOIRIE

France Telecom Ingénierie Gestion Affaires

**335 Rue Paul Rimbaud**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de la voirie routière ;
- Vu le code des postes et des communications électroniques ;
- Vu le code de la route ;
- Vu la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, relative à la coordination de la sécurité et de la protection de la santé sur les chantiers de bâtiments et de génie civil ;
- Vu le décret n°64-262 du 14 mars 1964, relatif aux caractéristiques techniques, aux alignements, à la conservation et à la surveillance des voies communales ;
- Vu le décret n°2005-862 du 27 juillet 2005, relatif aux conditions d'établissement et d'exploitation des réseaux et à la fourniture de services de communications électroniques ;
- Vu le décret n°2005-1676 du 16 décembre 2005, relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu l'arrêté ministériel du 26 mars 2007, relatif aux demandes de permissions de voirie mentionnées à l'article R20-47 du code des postes et des communications électroniques ;
- Vu la délibération du conseil municipal du 27 octobre 1992, relative à la maîtrise de l'encombrement du sous-sol ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

- Vu l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015, donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;

- Vu l'arrêté municipal du 9 février 1987, relatif à l'occupation du sous-sol,

- Vu qu'au titre de l'article L33-1 du code des postes et des communications électroniques, la société France Telecom Ingénierie Gestion Affaires est un opérateur déclaré auprès de l'ARCEP concernant son activité d'opérateur de réseau de communications électroniques ouvert au public ;

- Vu les avis des principaux maîtres d'ouvrage occupant la voirie communale recueillis suite à la commission de consultation du 12 décembre 1997, conformément à l'article R 141-14 du code la voirie routière ;

- Vu le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) du 31 juillet 1998 et notamment le titre IV comportant le règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et l'arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique ;

- Vu la demande en date du lundi 12 octobre 2015, par laquelle le maître d'ouvrage France Telecom Ingénierie Gestion Affaires, dont le siège est situé Unité d'Intervention Languedoc Roussillon-707, Avenue du Marché Gare 34933 Montpellier Cedex 9, représenté par SOULIGNAC Thibault, demande l'autorisation d'occuper le domaine public routier communal ;

- Considérant que, pour les besoins d'exploitation de sa licence d'opérateur de télécommunications, le pétitionnaire doit occuper le domaine public routier communal pour l'installation d'artères souterraines ;

- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative à la voirie et aux espaces publics détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale.

### **Arrête au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole**

#### **Article 1 - Permission de voirie.**

La société, France Telecom Ingénierie Gestion Affaires, Unité d'Intervention Languedoc Roussillon-707, Avenue du Marché Gare 34933 Montpellier Cedex 9, ci-après désignée "le permissionnaire", est autorisée à occuper le domaine public routier communal sous réserve du respect des conditions techniques et de sécurité en vigueur d'une part et des conditions particulières ci-après d'autre part.

La présente autorisation est accordée, sauf dénonciation, pour une période qui prend effet à la date de signature du présent arrêté et expire à la date d'échéance de l'autorisation accordée au permissionnaire pour établir et exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et pour fournir le service téléphonique au public.

Elle concerne les installations et ouvrages techniques désignés à l'article 2.

Elle ne peut être cédée par le permissionnaire à aucune autre personne physique ou morale sans le consentement préalable écrit de la Ville de Montpellier.

Elle est périmée de plein droit si le permissionnaire n'a pas engagé les travaux dans un délai de six mois suivant la date du présent arrêté.

Sa reconduction fait l'objet d'une demande du permissionnaire à la Ville de Montpellier, adressée six mois au moins avant la date d'échéance.

## **Article 2 - Nature et localisation des installations.**

**Nature** : Branchement linéaire.

**Localisation** : 335 Rue Paul Rimbaud.

**Linéaire** : 39 mètres.

N.B. : Toute installation supplémentaire venant s'ajouter, par la suite, au présent état doit faire l'objet d'une permission de voirie particulière qui est régie par les termes de la présente et prend fin à la même date.

## **Article 3 - Réalisation des ouvrages**

Les ouvrages sont réalisés conformément aux plans de projet joints à la demande de permission de voirie susvisée. Toute modification à apporter le cas échéant, à titre provisoire ou définitif, aux voiries et accessoires ainsi qu'aux équipements de toute nature compris dans l'emprise du domaine public occupé doit être autorisée préalablement par la Ville. Les dépenses résultant de ces modifications sont à la charge du permissionnaire.

La nature et la qualité des matériaux utilisés ainsi que la profondeur des canalisations doivent être conformes au règlement de voirie. Si la profondeur des installations se révélait ultérieurement inférieure aux cotes prescrites, le permissionnaire devra les déplacer jusqu'à la côte requise.

Le permissionnaire respecte en permanence toutes les précautions nécessaires pour protéger et préserver le domaine public et les réseaux en place, pendant et après les travaux. A cette fin, il contacte préalablement les occupants du domaine public qui lui indiquent les dispositions techniques de protection des ouvrages à respecter. Il en tient compte pour l'élaboration de son projet et pour l'exécution des travaux. Il est également tenu de se conformer aux mesures particulières de sécurité prescrites par la réglementation en vigueur dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics.

Durant les travaux, le permissionnaire observe les prescriptions qui lui sont imposées pour assurer la circulation et la sécurité des usagers du domaine public.

La permission de voirie ne donne pas autorisation d'ouverture de chantier ; l'engagement, l'exécution et l'achèvement des travaux doivent être conformes aux procédures et prescriptions définies par la réglementation communale régissant les interventions sur la voie publique (règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique).

## **Article 4 – Partage des installations.**

A la demande de la Ville de Montpellier et afin de limiter les ouvertures de tranchées, le permissionnaire s'engage à étudier la possibilité d'un partage des artères existantes avec tout opérateur autorisé en vertu de l'article L.33-1 du code des postes et des communications électroniques.

Par ailleurs, le permissionnaire informera la Ville de Montpellier de tout accord de partage de ses installations qu'il conclurait ultérieurement avec un occupant tiers.

Si l'octroi de la présente permission de voirie conduit à réserver à son profit l'usage de l'ensemble des capacités d'occupation du domaine public routier communal, le permissionnaire s'engage, à réaliser les travaux nécessaires permettant le partage ultérieur des installations.

#### **Article 5 - Responsabilité.**

Le permissionnaire maintient les lieux occupés en bon état de fonctionnement, d'entretien et de propreté pendant toute la durée de l'occupation.

Il demeure entièrement responsable des dépenses, dommages et préjudices ou accidents qui pourraient résulter de ses travaux ou de l'existence de ses ouvrages tant vis-à-vis de la Ville que des tiers.

La Ville de Montpellier ne peut en aucun cas être tenue responsable des dommages qui peuvent affecter les installations du permissionnaire du fait de l'usage de la voie publique.

#### **Article 6 - Modification déplacement ou suppression des installations.**

Exceptés l'intervention d'urgence prévue à l'article 7 ou les cas de maintenance et de réparation à l'identique des installations, le permissionnaire ne peut effectuer d'autres travaux visant à modifier, déplacer ou supprimer les installations sans le consentement préalable écrit de la Ville de Montpellier.

Outre le cas de force majeure, si des travaux conformes à la destination du domaine public occupé doivent être réalisés dans l'intérêt de ce domaine, le permissionnaire doit procéder, à ses frais et dans les délais convenus avec la Ville de Montpellier, au déplacement, à la modification ou à la suppression de ses installations sur le domaine public, sans qu'il puisse invoquer un droit à indemnité à l'encontre de la Ville de Montpellier.

#### **Article 7 - Interventions d'urgence.**

Dans le cas où une intervention d'urgence serait nécessaire, le permissionnaire est autorisé à réaliser les travaux indispensables, sous réserve d'en informer la Ville de Montpellier sans délai.

#### **Article 8 - Recolement.**

Dans les deux mois suivant la fermeture du chantier, le permissionnaire communique à la Ville de Montpellier (service Voirie-Pôle Coordination Patrimoine) :

- Un plan de recolement des installations sur support papier à l'échelle 1/200<sup>ème</sup>, ainsi que sous forme numérisée au format compatible avec le système d'informations géographiques de la Ville de Montpellier,
- Le linéaire du cheminement et les surfaces des chambres.

Le permissionnaire intégrera ces installations dans la base de données caractérisant les plans itinéraires.

#### **Article 9 - Situation des ouvrages en fin de permission.**

Avant l'expiration de la présente autorisation, ou si l'exploitation des installations est abandonnée avant cette date, la Ville de Montpellier et le permissionnaire conviennent de se rapprocher pour discuter du devenir des installations.

Dans l'hypothèse où ces installations ne feraient pas l'objet d'une reconduction de permission de voirie liée au renouvellement de la licence d'opérateur par l'autorité de tutelle, elles seraient soit rétrocédées à la Ville de Montpellier sans dédommagement du permissionnaire, soit déposées et les lieux occupés remis en l'état initial, aux frais du permissionnaire.

#### **Article 10 - Règlement des litiges.**

Toutes les contestations qui peuvent s'élever entre la Ville de Montpellier et le permissionnaire au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente permission seront soumises aux juridictions compétentes.

#### **Article 11 - Exécution.**

Ampliation du présent arrêté sera adressée, pour exécution, chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier, Monsieur le Trésorier Payeur Municipal et au Permissionnaire.

**Montpellier, le lundi 12 octobre 2015**

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué,  
Agissant au nom et pour le compte  
de Montpellier Méditerranée Métropole**

Luc ALBERNHE

**Publié le : 30 OCT. 2015**  
**Notifié le :**



Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2015-T2014

**Arrêté temporaire**  
**Mesures de circulation et de stationnement**  
**Avenue Saint André de Novigens,**  
**Avenue de Saint Maur**  
**et Boulevard des Sports**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de reprise d'enrobé à la demande de la Mairie de Montpellier ;

Arrête :

**Article 1er :**

À compter du **26 octobre 2015** et jusqu'au **6 novembre 2015** inclus, l'Avenue de Saint Maur, entre le n° 935 et le n° 1055 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

- le travail se déroule de 19h00 au lendemain 6h00

**Article 2 :**

À compter du **26 octobre 2015** et jusqu'au **6 novembre 2015** inclus, le Boulevard des Sports, dans sa partie comprise entre le n° 41 et l'Avenue de Saint Maur est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

- le travail se déroule de 19h00 au lendemain 6h00



### **Article 3**

À compter du **26 octobre 2015** et jusqu'au **6 novembre 2015** inclus, l'Avenue Saint André de Novigens, dans sa partie comprise entre l'Avenue de Saint Maur et le n° 64 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

- le travail se déroule de 19h00 au lendemain 6h00

### **Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

### **Article 5 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de EIFFAGE TP

### **Article 6 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

### **Article 7 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 13 octobre 2015**

**Monsieur l' Adjoint délégué**



**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 16 OCT. 2015**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue Georges Clémenceau Boulevard Berthelot

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R.411-7, R. 411-8, R. 411-25, R. 415-6, R. 415-15, R. 417-10 et R. 417-12 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication, livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de l'itinéraire de délestage des travaux d'aménagement du chantier "Passage Clémenceau" ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

A compter du **26 octobre 2015** et jusqu'au **04 août 2017** inclus, en dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, les voies suivantes servent d'itinéraire aux véhicules de plus de 7.5T, spécialement autorisés et assignés au chantier du "Passage Clémenceau" :  
l'Avenue Georges Clémenceau dans sa partie comprise entre la Place du huit mai et la Rue Enclos Fermaud ;  
La Rue Enclos Fermaud  
La Rue Ernest Michel

## **Article 2 :**

À compter du **26 octobre 2015** et jusqu'au **08 septembre 2017** inclus, pour les besoins du chantier des emplacements de stationnement sont réservés sur :

- l'Avenue Georges Clémenceau dans sa partie comprise entre la Rue Marcel Arnoye et la Rue Meyrueis ;
- le Boulevard Berthelot dans sa partie comprise entre la Rue des Orchidées et l'Avenue Georges Clémenceau.

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule aux emplacements réservés et délimités sont interdits.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

## **Article 3 :**

À compter du **26 octobre 2015** au **08 septembre 2017** l'Avenue Georges Clémenceau dans sa partie comprise entre la Rue Marcel Arnoye et la Rue Meyrueis la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

À l'intersection, de la zone de chantier et de l'Avenue Georges Clémenceau, les conducteurs sortants du chantier sont tenus de marquer l'arrêt à la limite du trottoir abordé (STOP) puis de céder le passage aux piétons et autres véhicules.

La sortie en direction de la place du huit mai est autorisée aux seuls Véhicules type "semi-remorque" accompagnés et sous la responsabilité pour la traversée du Boulevard Clémenceau par homme trafic formé et habilité

## **Article 4 :**

À compter du **26 octobre 2015** au **08 septembre 2017** à l'intersection, de la zone de chantier et du Boulevard Berthelot, les conducteurs sortants de la zone de chantier sont tenus de marquer l'arrêt à la limite du trottoir abordé (STOP) puis de céder le passage aux piétons et autres véhicules.

## **Article 5 :**

À compter du **26 octobre 2015** au **08 septembre 2017** de la zone de chantier Boulevard Berthelot, il est interdit de tourner à gauche.

## **Article 6 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

## **Article 7 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 8 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 13 octobre 2015**

**Monsieur l'Adjoint délégué**



**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 19 OCT. 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue de Toulouse

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté n° 03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de signalisation horizontale à la demande du Service Voirie de la Ville de Montpellier ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **19 octobre 2015** et jusqu'au **06 novembre 2015** inclus, l'Avenue de Toulouse dans les deux sens, est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite ou la voie de gauche est interdite à la circulation générale ;  
Ces dispositions sont applicables **de 21h00 à 6h00.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise AXIMUM.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 13 octobre 2015**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**16 OCT. 2015**

A handwritten signature in black ink is written over a blue circular official stamp. The stamp contains the text "MAIRIE de MONTPELLIER" at the top and "(Hérault)" at the bottom, with a central emblem. The signature is a stylized, cursive script.

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2015-T2153

**Arrêté temporaire  
Mesures de circulation  
Rue du Capitaine Pierre Pontal**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de changement de glissière à la demande du service Voirie ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **19 octobre 2015** et jusqu'au **30 octobre 2015** inclus, la circulation est interdite sur la rue du capitaine Pierre Pontal dans le sens Pierre Mendès France / Pompignane  
Ces dispositions sont applicables **de 22h00 à 6h00.**  
La libération de la voie sera effectuée au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

**Article 2 :**

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'avenue Pierre Mendès France vers le rond-point du Zénith, emprunte :

- la bretelle de sortie de l'avenue Pierre Mendès France vers la rue Léonard de Vinci
- l'Avenue Albert Einstein

et se termine sur l'Avenue de la Pompignane.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise AER.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 13 octobre 2015**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**16 OCT. 2015**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue Lepic

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté n° 03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de signalisation horizontale à la demande du Service Voirie de la Ville de Montpellier ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **19 octobre 2015** et jusqu'au **30 octobre 2015** inclus, l'Avenue Lepic est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;  
Ces dispositions sont applicables **de 21h00 à 6h00.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de AXIMUM.



**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 13 octobre 2015**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**16 OCT. 2015**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue du Saint Sépulcre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de renouvellement du réseau gaz à la demande de GRDF ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **23 novembre 2015** et jusqu'au **18 décembre 2015** inclus, la Rue du Saint Sépulcre entre la rue de la Valfère et la rue de La Rochelle est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue de La Rochelle, emprunte :

- la Rue Terral

et se termine sur la Rue de la Valfère.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de GRDF.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 13 octobre 2015**



**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 16 OCT. 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Anatole France et Rue Durand

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux à la demande des Services Techniques du CSU de La Ville de Montpellier ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **19 octobre 2015** et jusqu'au **30 Octobre 2015** inclus, Rue Durand, l'arrêt et le stationnement sont interdits par autorisation de voirie.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Le demandeur est chargé de maintenir le cheminement piéton et de matérialiser chacun des emplacements réservés par la mise en place de barrières temporaires

#### Article 2 :

À compter du **19 octobre 2015** et jusqu'au **30 Octobre 2015** inclus, Rue Anatole France, dans sa partie comprise entre la Rue Durand et la Rue de la République, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

**Article 3 :**

À compter du **19 octobre 2015** et jusqu'au **30 Octobre 2015** inclus, Rue Anatole France, dans sa partie comprise entre la Rue Durand et la Rue de la République, la voie de droite est réduite de l'emprise du balisage de protection du personnel.

**Article 4 :**

À compter du **19 octobre 2015** et jusqu'au **30 Octobre 2015** inclus, la circulation est interdite Rue Durand, dans sa partie comprise entre la Rue Anatole France et la Rue Parlier  
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains, aux véhicules de secours et de service public.

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Anatole France, emprunte :

- la Rue de la République
- la Rue Pagézy

et se termine sur la Rue Durand.

**Article 5 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise

**Article 6 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 7 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 8 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 13 octobre 2015**



**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 16 OCT. 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Avenue de la Justice de Castelnau

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de déménagement à la demande de "LA COMMUNAUTE EMMAUS DE MONTPELLIER" ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

Le **30 octobre 2015**, Avenue de la Justice de Castelnau, dans sa partie comprise entre la Rue du Pioch de Boutonnet et la Rue des Scarabées au droit numéro 586, le stationnement est interdit sur les trois places.

Ces dispositions sont applicables **de 9h à 13h**.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### **Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### **Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 13 octobre 2015**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**16 OCT. 2015**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Saint Antoine

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de livraisons à la demande de Mr Floris Pierre-Jean ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **02 novembre 2015** et jusqu'au **05 novembre 2015** inclus, la Rue Saint Antoine, dans sa partie comprise entre la Rue de Metz et la Rue du Nord, est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- la circulation est interdite ;  
la déviation des véhicules se fera par la Rue Saint Blaise ou la Rue Saint Etienne.

Ces dispositions sont applicables le temps nécessaire aux livraisons de chantier du 21 Rue Saint Antoine, et ne concernent pas les véhicules de l'entreprise chargée des travaux.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.



**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 13 octobre 2015**



**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 1 6 OCT. 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue de la Carrièresse

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2015-T2096 du **07 octobre 2015** ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT que les travaux ne sont pas terminés.

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **13 octobre 2015** les dispositions de l'arrêté 2015-T2096 du **07 octobre 2015** sont prorogées jusqu'au **16 octobre 2015** inclus.

#### Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 13 octobre 2015

Monsieur l'Adjoint



Luc ALBERNHE

Publié le :

16 OCT. 2015

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue Raymond Dugrand

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux d'aménagement d'un commerce à la demande de la SERM. ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **19 octobre 2015** et jusqu'au **21 octobre 2015** inclus, l'Avenue Raymond Dugrand sur 20 mètres avant son intersection avec la place Pablo Picasso dans le sens sortant, est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite est interdite à la circulation générale ;  
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00** ;
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### **Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise CREA-DESIGN.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 13 octobre 2015**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Publié le :**

**13 OCT. 2015**

**Luc ALBERNHE**



Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2015-T2165

**Arrêté temporaire  
Mesures de circulation et de stationnement  
Rue de Gênes  
et Avenue de Naples**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25, R. 412-28 et R. 417-12 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du festival des arts martiaux au palais des sports de la Ville de Montpellier ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Le **07 novembre 2015**, Rue de Gênes, dans sa partie comprise entre l'Avenue de Naples et la Rue de Sardaigne, le stationnement est autorisé.  
Ces dispositions sont applicables **de 17h00 à 01h00.**

**Article 2 :**

Le **07 novembre 2015**, Avenue de Naples, le stationnement est autorisé.  
Ces dispositions sont applicables **de 17h00 à 01h00.**

**Article 3 :**

Le **07 novembre 2015**, Rue de Gênes, dans le sens de la Rue de Sardaigne vers l'Avenue de Naples, un sens unique est institué.  
Ces dispositions sont applicables **de 17h00 à 01h00.**

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'organisateur de la manifestation

**Article 7 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 13 octobre 2015**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**16 OCT. 2015**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue de Bologne

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre l'installation du MAMMOBILE ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

Le **29 octobre 2015**, Rue de Bologne sur le parking des Halles des 4 saisons, devant la Maison pour Tous Léo Lagrange, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 7h00 à 19h00**.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de MAMMOBILE.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 13 octobre 2015**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Publié le :**

**16 OCT. 2015**

**Luc ALBERNHE**





## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue de la Justice de Castelnau

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de signalisation horizontale à la demande du Service Voirie.

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **15 octobre 2015** et jusqu'au **16 octobre 2015** inclus, l'Avenue de la Justice de Castelnau, dans sa partie comprise entre la Place de la Brigade Légère du Languedoc et l'Avenue du Major Flandre est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Ces dispositions sont applicables **de 22h00 à 7h00.**

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de AXIMUM.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 13 octobre 2015**

**Monsieur l'Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**16 OCT, 2015**



## **Règlement général des marchés de plein air**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le code général des collectivités territoriales
- Vu le code général de la propriété des personnes publiques
- Vu le code du commerce
- Vu le règlement sanitaire départemental
- Vu le règlement spécial de publicité
- Vu le code de l'environnement
- Vu le code de la santé publique
- Vu le code pénal
- Vu l'arrêté n°203/1719 du 24 juillet 2013 modifié et portant règlement municipal des halles et marchés de la Ville de Montpellier
- Vu l'arrêté n°2011/1207 du 15 décembre 2011 portant règlement de la collecte des déchets, du nettoyage et de la propreté de la Ville. Lutte contre les graffitis et l'affichage sauvage.
- Vu l'avis des membres de la commission des halles et marchés du 14 septembre 2015
- Vu la délibération n° 2015/ 388 du 29 septembre 2015

**Arrête :**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup>**

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté du 24 juillet 2013 modifié par les arrêtés des 13 décembre 1996, 16 janvier 1996, 2 septembre 1999, 14 novembre 2001 et 11 mars 1992.

Les dispositions du présent arrêté sont applicables à l'ensemble des marchés de plein air de la Ville de Montpellier et des commerçants y exerçant (abonnés et journaliers). Elles abrogent et remplacent toutes les prescriptions antérieures qui pourraient leur être contraires. Elles complètent en tant que de besoin la réglementation existante et notamment les arrêtés spécifiques à chaque marché.

**Sauf mention contraire, la réglementation générale prime sur les arrêtés particuliers relatifs à chaque marché.**

### ***Section I - Obtention des autorisations d'occupation du domaine public***

#### **1. Définition des caractéristiques générales**

### **ARTICLE 2 - Définition des autorisations**

Sous réserve des dispositions prévues aux articles suivants, l'autorisation d'occuper un emplacement de vente est donnée selon les modalités suivantes :

- Occupation d'un emplacement abonné,
- Occupation d'un emplacement journalier, ainsi qu'il est stipulé aux articles suivants du présent règlement.

### **ARTICLE 3 - Caractéristiques générales**

Toutes les autorisations accordées comportent occupation du domaine public conformément aux articles L 2122- 2 et suivant du Code général de la propriété des personnes publiques, elles sont précaires et révocables.

Lesdites autorisations sont précaires et révocables sans que la reconnaissance éventuelle d'un fonds de commerce ne puisse s'y opposer.

A ce titre, elles ne créent aucun droit au bail et n'ouvrent aucun droit à renouvellement.

Il est interdit de louer, prêter, tout ou partie d'un emplacement de quelque manière que ce soit.

L'administration municipale peut apporter dans l'organisation des places et marchés toutes les modifications qu'elle jugera utiles sans que les usagers puissent prétendre à aucune indemnité.

Les autorisations d'occupation sont résiliées de plein droit en cas de disparition de l'activité commerciale légale et de la radiation du registre du commerce.

### **ARTICLE 4 - Matérialisation des autorisations**

4.1 – Les autorisations d'occuper un emplacement d'abonné prennent la forme d'un arrêté nominatif.

4.2 - Les autorisations d'occuper un emplacement d'abonné sont complétées par la remise au titulaire d'une carte de commerçant avec photographie d'identité récente indiquant :

- les nom et prénom du commerçant,
- la catégorie des denrées ou objets autorisés à la vente ;
- le numéro ou la désignation de l'emplacement attribué et la superficie,
- le numéro de l'inscription au registre du commerce du commerçant ou de la société attributaire d'emplacement de vente.

La Ville de Montpellier délivre à chaque commerçant abonné sur un marché et après fourniture des pièces administratives mentionnées à l'article 13 du présent règlement une carte de commerçant dont la durée de validité est de un an à compter de sa délivrance.

Il sera délivré une carte pour le titulaire de l'emplacement ainsi que pour les personnes présentes sur l'emplacement : collaborateurs (conjoint collaborateur, associé) et pour chaque salarié.

La fourniture de la carte est gratuite lors de sa délivrance annuelle et en cas de changement de situation du titulaire de l'emplacement. En cas de perte ou de vol, elle sera facturée selon les conditions fixées par délibération municipale.

4.3 - Les autorisations d'occuper un emplacement journalier sont données, par tirage au sort, par les agents municipaux habilités. Cet emplacement donnera lieu à un paiement du droit de place par le commerçant et la remise d'un reçu de paiement dans les conditions définies aux articles 19 et 30.2 du présent règlement.

### **ARTICLE 5 - Justificatifs exigibles**

Les autorisations (arrêté municipal et carte commerçant) ainsi que les quittances d'acquittement des droits pour une occupation d'un emplacement doivent être en possession des titulaires d'un emplacement afin d'être en mesure de les présenter à toutes réquisitions des services municipaux.

La procédure de sanction pour défaut de présentation des autorisations pourra être directement engagée, sans passage préalable par la Commission Municipale des Marchés dans les conditions définies à l'article 31.3 du présent règlement.

## 2. Procédure d'attribution des autorisations

### ARTICLE 6 - Conditions de recevabilité des demandes

#### 6.1 – Personnes physiques

Peuvent déposer une demande d'autorisation les personnes physiques :

- de nationalité française ou ressortissant d'un pays de l'Union Européenne,
- ressortissantes d'un pays étranger et en situation régulière (carte de séjour,...),
- étant en possession des pièces nécessaires à l'exercice de leur commerce,
- et étant en possession d'une attestation d'assurance en professionnelle pour l'activité exercée en cours de validité.

#### 6.2 – Personnes morales

Les autorisations sont attribuées nominativement à des personnes physiques.

Les personnes morales pourront être acceptées sur les marchés dans la mesure où l'autorisation est au nom de l'un des responsables de cette société qui occupe lui-même la place attribuée et est titulaire de la carte de commerçant non sédentaire. Toute modification à caractère juridique de la personne morale devra être signalée auprès de la Ville.

La mise en gérance est interdite, comme tout contrat ou association qui aurait pour but dissimulé de transférer l'usage d'un emplacement à une autre personne que le titulaire. L'intervention d'un contrat d'association postérieur à l'attribution d'un emplacement ne confère aucun droit aux associés dont le nom ne figure pas à l'attribution initiale. L'autorisation est établie au nom du seul représentant légal au moment de l'attribution et non au nom de la société.

#### 6.3 – Associations

Seules les associations en possession des pièces visées à l'article 7 et commercialisant des produits autorisés sur les marchés pourront occuper un emplacement d'abonné ou de journalier dans les conditions du présent règlement.

Il ne sera pas délivré d'autorisation d'occupation d'emplacement de vente aux associations pour la promotion de leur activité.

### ARTICLE 7 - Formulation des demandes

7.1 - Toute personne désirant bénéficier d'une autorisation d'occupation d'un emplacement abonné sur un marché de plein air devra en faire la demande préalable écrite à l'autorité municipale en indiquant :

- son nom, prénom, domicile, nationalité, date et lieu de naissance,

- la désignation exacte du marché souhaité, et, si besoin est, la superficie de l'emplacement nécessaire à son activité ;
- la désignation de l'activité projetée en fonction de la classification définie à l'article 8 du présent règlement.

## 7.2 Justificatifs à produire

Les requérants doivent fournir à l'appui de leur demande d'abonnement les documents ci-après :

- une photocopie d'une pièce d'identité, du passeport, ou de la carte de résident ou un extrait d'acte de naissance,
- deux photographies d'identité,
- un justificatif de domicile daté de moins de 3 mois,
- l'attestation de compte à jour et de fourniture de déclarations et de paiements fournie par le RSI
- pour les commerçants sans domicile fixe : livret spécial de circulation modèle A et/ou justifier de la carte permettant l'exercice d'activités non sédentaires,
- pour les demandeurs exerçant la profession de commerçant : un extrait d'inscription au Registre du Commerce de moins de trois mois
- pour les producteurs agricoles : un certificat de producteur-vendeur délivré par la Chambre d'Agriculture, le relevé parcellaire et la carte d'inscription à la Mutualité Sociale Agricole
- Pour les commerçants ayant le statut d'auto entrepreneur : justificatif de leur numéro SIRET/SIREN
- Pour les demandes présentées dans le cadre d'une présentation de successeur visée à l'article 10 : une copie de l'acte de cession du fonds de commerce,
- En cas de salarié présent sur l'étal : la photocopie du contrat de travail des salariés et l'attestation de compte à jour et de fourniture de déclarations et de paiements fournie par l'URSSAF
- Pour les commerces de bouche : une déclaration d'activité délivrée par la Direction Départementale de la Protection des Populations de l'Hérault,

Les responsables des établissements vendant des denrées animales ou d'origine animale sont tenus, avant ouverture, à chaque changement de gérance, ou toute modification importante (changement d'activité, extension..) d'adresser une déclaration d'activité à la Direction Départementale de la Protection des Populations correspondant au lieu d'implantation de leur siège social. Cette démarche est obligatoire. Un récépissé est délivré dès lors que la déclaration est considérée comme complète. Ce document doit pouvoir être présenté lors de tout contrôle sanitaire effectué par les autorités compétentes.

- tout autre document nécessaire à une activité ambulante de par les lois et règlements.

Aucun dossier de demande ne pourra être instruit s'il n'est pas complet.

## ARTICLE 8 – Catégories de produits

### 8.1 Liste des produits autorisés sur les marchés

Les produits rentrant dans les catégories suivantes sont autorisés sur les marchés de la Ville :

#### CATEGORIE

#### NATURE DU COMMERCE

#### Catégorie I

*Commerce de détail de fruits et légumes*

1-1 fruits

1-2 légumes

1-3 fruits et légumes secs

#### Catégorie II

*Commerce de détail des viandes*

2-1 viandes de boucherie chevaline ou non chevaline

2-2 triperie (y compris tripes blanchies)

2-3 charcuteries

2-4 volailles, lapins et gibiers

	2-5 viandes cuisinées : rôtisserie, plats à emporter
Catégorie III	<i>Commerce de détail de boulangerie et pâtisserie</i> 3-1 boulangeries 3-2 pâtisseries
Catégorie IV	<i>Commerce de détail de produits de la mer</i> 4-1 poissons frais 4-2 poissons salés, fumés ou congelés 4-3 coquillages et crustacés 4-4 poissons, coquillages et crustacés cuisinés
Catégorie V	<i>Commerce de détail de produits laitiers</i> 5-1 fromages 5-2 lait et dérivés 5-3 œufs
Catégorie VI	<i>Commerce de détail de confiseries</i> 6-1 confiseries diverses fraîches, glacées ou congelées
Catégorie VII	<i>Commerce de détail d'alimentation générale</i> 7-1 épicerie sèche, condiments 7-2 pizzas 7-3 pâtes fraîches 7-4 vins à la tireuse 7-5 vins et spiritueux pré-conditionnés au détail 7-6 boissons 7-7 produits biologiques
Catégorie VIII	<i>Commerce de détail de l'habillement</i> 8-1 sorderies (vêtements neufs et déclassés) 8-2 lingerie 8-3 friperies 8-4 articles de Paris 8-5 chaussures
Catégorie IX	<i>Commerce de détail divers</i> 9-1 débits de boissons (boissons alcoolisées à consommer sur place interdites sur les marchés) 9-2 bazar : quincaillerie, coutellerie, ustensiles de ménage, outillage, articles de maison 9-3 articles d'hygiène 9-4 services de réparation, manufacture de petits articles ou d'objets 9-6 fleurs et plantes
Catégorie X	10-1 démonstrations 10-2 animations
Catégorie XI	11-1 restauration rapide à emporter 11-2 sandwiches

Sauf dispositions particulières à certains marchés visées à l'article 8.3, les commerçants en article d'occasion, brocante, vêtements d'occasion, "friperies", chaussures usagées, ne seront pas admis à exercer leur activité.

Dans les cas autorisés, les commerçants en friperie sont tenus d'apposer un panneau sur leur étalage portant l'inscription "friperie". Ils devront être en possession d'un certificat de moins d'un mois de désinfection de leur marchandise.

## 8.2 – Respect de l'affectation commerciale

Sur chaque arrêté municipal d'abonnement, la liste exhaustive des marchandises autorisées à la vente sera indiquée.

Nul ne pourra modifier la nature de l'affectation prévue sans en avoir été expressément et préalablement autorisé par le Maire après avis favorable de la Commission Municipale des Marchés.

La procédure de sanction pour non-respect de l'affectation commerciale pourra être directement engagée, sans passage préalable par la Commission Municipale des Marchés dans les conditions définies à l'article 31.3 du présent règlement.

## 8.3 – Dispositions particulières

Des règlements particuliers pris sous forme d'arrêté peuvent déterminer la proportion des emplacements de vente mis à la disposition de chaque catégorie susvisée dans chaque marché.

Des règlements particuliers pris sous forme d'arrêté municipal peuvent autoriser des marchés thématiques sur des catégories de produits non visées à l'article 8.1 (antiquités brocante, bouquinistes, fripes, puces...).

## ARTICLE 9 - Règles d'attribution

A mesure des vacances, les attributions de places sont validées après avis de la Commission Municipale des Marchés dans l'ordre de priorité suivant :

- Transmission aux conjoints, ascendants et descendants directs
- En cas de décès, d'incapacité définitive ou de retraite du titulaire : droit de présentation pour les ayants-droits dans les conditions de l'article 10 du présent règlement au bénéfice de l'un d'eux, si ils en font la demande au plus tard dans les six mois qui suivent le décès, l'attestation d'incapacité définitive ou la retraite. A l'issue de ce délai, le droit de présentation est caduc.
- Droit de présentation d'un successeur : le titulaire d'un emplacement peut dans les conditions de l'article 10 du présent règlement présenter un successeur
- Les titulaires d'un emplacement de vente de même catégorie sur le marché concerné qui désireraient l'abandonner pour en prendre une autre devenue vacante. S'il y a plusieurs demandeurs titulaires d'emplacements, la préférence sera donnée au plus ancien titulaire d'autorisation sur le marché concerné. Les emplacements vacants sont attribués au commerçant abonné le plus ancien sous réserve que la nature des produits vendus ne soit pas identique à celle des voisins immédiats et de ceux de face.
- Les demandeurs répertoriés sur la liste d'attente prévue à l'article 11 du présent règlement.

Dans ce dernier cas, l'attribution des emplacements sur le marché prend en compte le rang d'inscription sur la liste d'attente, l'assiduité sur le marché, l'activité commerciale proposée, les besoins du marché (produit insuffisamment représenté ou absent du marché, diversité commerciale), le respect du présent règlement par le commerçant s'il exerce déjà une activité sur les marchés de la Ville.

Une personne physique ne peut être titulaire de plus d'un emplacement sur un même marché. Dans le cas d'un décès, d'incapacité définitive ou de retraite du titulaire, l'ayant-droit est tenu d'effectuer un choix entre



l'emplacement de vente déjà exploité et celui du titulaire décédé ou en incapacité médicale définitive ou à la retraite.

## **ARTICLE 10 Présentation d'un successeur**

En application de l'article L 2124-32-1 du code général de la propriété des personnes publiques, un fonds de commerce peut être exploité sur le domaine public.

En application de cette disposition et de la délibération du conseil municipal en date du 29 septembre 2015, tout titulaire d'une autorisation d'emplacement sur un marché, peut présenter au maire un successeur sous réserve d'exercer son activité depuis trois ans.

L'ancienneté du titulaire de l'autorisation est appréciée à compter de la date d'attribution de l'emplacement par arrêté municipal. Dans le cas d'une reprise d'activité par le conjoint ou l'ayant droit suite au décès, à l'incapacité définitive ou à la retraite du titulaire, le conjoint ou l'ayant droit conserve l'ancienneté pour faire valoir son droit de présentation.

Les demandeurs (personne titulaire de l'emplacement et le successeur potentiel) doivent fournir au moment de la succession les pièces nécessaires demandées lors d'une demande d'attribution d'emplacement et visées à l'article 7 du présent règlement. Le titulaire de l'autorisation doit être à jour des redevances de l'emplacement. Le successeur doit être immatriculé au registre du commerce et des sociétés et présenter avec précision à la Ville l'activité commerciale envisagée sur l'emplacement. La demande sera traitée dans un délai de deux mois à compter de la réception d'un dossier complet (fourniture à la Ville des pièces mentionnées à l'article 7 du présent règlement).

Un commerçant dont le commerce est en liquidation judiciaire n'a plus la possibilité de présenter un successeur.

La présentation d'un successeur fera l'objet de droits d'entrée dans les conditions de l'article 29 du présent règlement

Dans le respect des règles d'attribution mentionnées à l'article 9 du présent règlement, il sera tenu compte comme critères d'appréciation de la succession entre autres de l'activité commerciale proposée par le successeur afin de maintenir sur le marché une offre commerciale équilibrée et diversifiée ainsi que du respect des règles du présent règlement par le successeur si celui-ci exerce déjà une activité sur les marchés de la Ville. Toute décision de refus sera motivée.

## **ARTICLE 11 - Liste d'attente**

Si le demandeur ne peut recevoir satisfaction dans l'immédiat, et si son dossier est complet et conforme, il est inscrit sur un registre d'attente où sont portés :

- la date de la réception de son dossier complet en Mairie, qui constitue la date d'inscription en liste d'attente,
- le ou les marchés où il désire s'installer et la catégorie du commerce qu'il envisage de tenir.

L'inscription sur liste d'attente est valable un an.

Toute demande non satisfaite devra être obligatoirement renouvelée par écrit chaque année avant la date anniversaire de l'inscription sur liste d'attente (cachet de la Poste faisant foi).

Le défaut de renouvellement entraînera la radiation automatique de la liste d'attente. Tout titulaire est tenu de signaler son changement de domiciliation

Les commerçants sont inscrits sur liste d'attente par ordre d'ancienneté (date de première inscription sur liste d'attente) et par catégorie de produits.

L'inscription sur la liste d'attente sera annulée en cas de refus d'un emplacement correspondant à la nature de l'autorisation sollicitée pour laquelle le demandeur est inscrit.

## ***Section II - Exploitation des autorisations***

### **ARTICLE 12 - Emplacements abonnés**

Les autorisations d'occupation d'abonnés sont délivrées par l'administration.

Tous les emplacements sont mis à la disposition des bénéficiaires d'une autorisation d'occupation dans la stricte limite des heures d'ouverture du marché.

Toute permutation de place est interdite sauf accord express de la Ville.

Les emplacements mis à la disposition dans le cadre d'une autorisation à un abonné et non occupés à l'heure fixée par les dispositions particulières à chaque marché seront considérés comme vacants et la Ville en aura de plein droit la libre disposition pour la séance de marché considérée sans que le titulaire puisse prétendre à une réduction de sa redevance.

L'attribution de ces emplacements se fera en priorité au bénéfice des marchands non abonnés (journaliers).

### **ARTICLE 13 - Mise à jour du dossier administratif**

#### **13-1 Renouvellement annuel du dossier administratif**

Tout titulaire fournira annuellement et avant le 31 mars de chaque année les documents suivants à l'administration :

- extrait d'inscription au registre du Commerce et des sociétés de moins de 3 mois,
- pour les producteurs : un certificat de producteur-vendeur délivré par la Chambre d'Agriculture, le relevé parcellaire et la carte d'inscription à la Mutualité Sociale Agricole,
- pour les auto-entrepreneurs : le justificatif de numéro SIREN/SIRET,
- l'attestation d'assurance garantissant l'activité professionnelle du commerçant pour l'année en cours, l'attestation de compte à jour et de fourniture de déclarations et de paiements fournie par le RSI
- l'attestation de compte à jour et de fourniture de déclarations et de paiements fournie par l'URSSAF en cas d'emploi de salarié

La procédure de sanction pour défaut de présentation de documents à jour à la date du 31 mars pourra être directement engagée, sans passage préalable par la Commission Municipale des Marchés dans les conditions définies à l'article 31.3 du présent règlement.

#### **13-2 Domiciliation**

Le commerçant est tenu d'informer la Ville de tout changement de domicile dans les plus brefs délais.

La procédure de sanctions pour défaut de signalement de changement de domiciliation pourra être directement engagée, sans passage préalable par la Commission Municipale des Halles conformément à la procédure décrite à l'article 31-3 du présent règlement.

### **ARTICLE 14 - Obligation de gestion directe de l'autorisation**

Les emplacements d'abonnés seront exploités personnellement par leurs titulaires.

L'exploitation par le conjoint collaborateur est considérée comme exploitation par le titulaire. Tout salarié présent sur l'étal en renfort du titulaire doit être déclaré.

Il est admis que le titulaire de l'emplacement exerce son activité au moyen d'une personne morale dont il est obligatoirement le représentant légal. Toutefois, la personne morale ne peut être juridiquement prise en compte. Les associés ne peuvent prétendre à aucune priorité ni à aucun droit dont bénéficie le titulaire même s'ils détiennent la majorité des parts sociales ou des actions.

Il est défendu de les sous-louer ou prêter de quelque manière que ce soit l'emplacement de vente. Toute entente postérieure à l'attribution d'un emplacement qui aurait pour but de dissimuler, de transférer l'utilisation de l'emplacement à une autre personne (physique ou morale) que celle à laquelle il a été attribué entraînera, de plein droit, le retrait de l'autorisation précédemment accordée.

La procédure de sanction pour irrégularité de gestion pourra être directement engagée, sans passage préalable par la Commission Municipale des Marchés dans les conditions définies à l'article 31.3 du présent règlement.

#### **ARTICLE 15 – Absences du commerçant**

Il est admis une absence cumulée de trois mois par an des commerçants abonnés sur le marché.

Il est impératif pour le commerçant de signaler préalablement son absence à la Ville.

Toute absence au-delà de ces trois mois pourra être exceptionnellement admise sous réserve d'être signalée et justifiée auprès du service référent.

A défaut, la procédure de sanction pourra être directement engagée, sans passage préalable par la Commission Municipale des Marchés, dans les conditions définies à l'article 31.3 du présent règlement.

Il est rappelé que le paiement des droits de place reste dû durant la durée d'absence du commerçant abonné.

Une exonération des droits de place pourra être appliquée dans les conditions fixées par la délibération tarifaire annuelle uniquement pour raisons médicales sur présentation du certificat médical valide et seulement pour les absences supérieures à un mois. Seul un certificat médical délivré et envoyé à la Ville dans les dix jours suivant l'arrêt de travail (le cachet de la poste faisant foi) sera pris en compte.

#### **ARTICLE 16 - Horaires d'exploitation**

Les bénéficiaires d'une autorisation sont tenus de respecter les heures d'ouverture et de fermeture des marchés, telles qu'elles sont définies dans les dispositions particulières pour chaque marché.

En cas de non-respect des horaires, la procédure de sanction pourra être directement engagée, sans passage préalable par la Commission Municipale des Marchés dans les conditions définies à l'article 31.3 du présent règlement.

#### **ARTICLE 17– Emplacement**

Un emplacement peut être composé d'un ou plusieurs carreaux. Le nombre de carreaux constituant l'emplacement de vente attribué pourra être limité en fonction des caractéristiques de chaque marché : configuration du site, nombre d'abonnés type de produits admis....

Chaque carreau est matérialisé par un marquage au sol en fonction de la nature du revêtement.

#### **ARTICLE 18- Respect des limites de l'emplacement**

Chaque commerçant doit respecter l'emplacement qui lui a été attribué et ne doit en aucun cas s'installer de sa propre initiative sur un autre emplacement même si celui-ci est vide.

Chaque arrêté d'abonnement précise la superficie autorisée. Il n'est pas autorisé de dépasser les limites de son emplacement. Tout dépassement constaté et non rectifié immédiatement pourra être sanctionné et fera l'objet d'un paiement au tarif journalier.

Il est interdit de déposer quoi que ce soit, dans les voies de circulation, allées piétonnes, les places vacantes ou inoccupées, de même que sur le sol, contre les grilles ou murs de clôture du marché tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.

Tout chevalet, panneau publicitaire doit être positionné dans l'emprise de l'emplacement autorisé.

Le commerçant abonné qui désire obtenir exceptionnellement un emplacement plus grand devra participer au tirage au sort sans pouvoir se prévaloir d'un emplacement proche de celui qu'il occupe habituellement et régler l'emplacement ainsi attribué au titre de journalier.

Il est rappelé que conformément à la réglementation générale des marchés, le commerçant ne peut s'opposer à la vérification, par les placiers ou tout autre agent de l'administration, des surfaces occupées.

La procédure de sanction pour non-respect de l'emplacement ou de la surface allouée pourra être directement engagée, sans passage préalable par la Commission Municipale des Marchés dans les conditions définies à l'article 31.3 du présent règlement.

## **ARTICLE 19- Journaliers**

19.1 - Lorsque les commerçants abonnés sont installés, l'attribution des places disponibles est effectuée par tirage au sort par ordre croissant.

### **19.2 - Pièces requises pour tout commerçant journalier**

- extrait du registre de commerce de moins de trois mois ou justificatif d'auto-entrepreneur
- carte de commerçant non sédentaire délivrée par l'autorité préfectorale de moins de deux ans,
- bulletin de salaire et copie la copie du contrat de travail pour les salariés
- certificat de la Chambre de Commerce et d'Agriculture du lieu de résidence pour les producteurs
- copie de la police d'assurance de responsabilité civile de l'exploitant garantissant l'activité professionnelle de l'exploitant.
- une pièce d'identité

19.3 - Seuls les commerçants de passage ayant satisfait à la présentation des pièces précédemment visées seront admis à participer au tirage au sort et se verront attribuer un emplacement.

19.4 – Tout commerçant non abonné qui s'installera sans autorisation préalable sur un emplacement du marché, sans passer par le tirage au sort ou en contournant les règles du déballage (déballage de force, installation sur l'emplacement d'un commerçant abonné sans autorisation) ou qui aura un comportement agressif, injurieux, violent, menaçant envers la clientèle, un autre commerçant, un agent de l'administration ou toute autre personne sera passible d'une sanction immédiate notifiée par courrier :

- Premier constat : interdiction provisoire de se présenter au tirage au sort durant un mois.
- Second constat : interdiction provisoire de se présenter au tirage au sort durant trois mois.
- Troisième constat : interdiction définitive de se présenter au tirage au sort pour l'ensemble des marchés de la Ville.

## **ARTICLE 20 - Démonstrateurs et posticheurs**

Des emplacements sont réservés sur les marchés pour les démonstrateurs et les posticheurs (cf définition ci-dessous). Lorsque ceux-ci sont en nombre supérieur au nombre de places disponibles sur le marché, un tirage au sort est organisé dans les conditions de l'article 19 du présent règlement.

Définition du démonstrateur : Commerçant non sédentaire passager présentant sur le marché un appareil ou un produit dont il explique le fonctionnement, en démontre l'utilisation et les avantages et en assure la vente.

Définition du posticheur : Commerçant non sédentaire passager présentant sur marché des marchandises diverses vendues par lots ou à la pièce Cette technique de vente attractive est dite «à la postiche».

La conformité des activités exercées par les démonstrateurs et posticheurs est laissée à l'appréciation de la Ville qui pourra refuser cette qualification à tout commerçant ne respectant pas la définition.

## **ARTICLE 21 - Comportements et produits interdits**

Sur les marchés, et dans une bande de 50 mètres autour, il est interdit :

- De porter atteinte à la moralité ou de troubler l'ordre public, de vendre, proposer, présenter ou exploiter tous objets ou articles à des fins de prosélytisme, de propagande, de pornographie, tous objets ou articles culturels ou à consonance politique ou pouvant porter atteinte aux lois sur la protection de mineurs ou encore incitant à la violence ou plus généralement contraires aux lois en vigueur,
- De procéder à des quêtes de quelque nature que ce soit,
- De disposer des marchandises en dehors des emplacements prévus à cet effet ou stationner des véhicules sur les voies de circulation, en dehors des emplacements de stationnement,
- De circuler avec des véhicules ou panneaux publicitaires,
- De défiler sous la forme de cortèges,
- D'utiliser du matériel de sonorisation.
- De vendre des marchandises ne respectant pas les normes d'hygiène ou de sécurité en vigueur.
- D'exercer quelque action de prosélytisme que ce soit.
- De procéder au racolage des clients par quelque moyen que ce soit.
- De vendre à la criée ou aux enchères.
- De proposer quel que jeu (loterie, etc) que ce soit ou de « dire la bonne aventure ».
- D'utiliser des chauffages au gaz ou des générateurs d'électricité.
- De vendre des armes répertoriées dans quelque catégorie que ce soit, ou des objets pouvant devenir des armes par destination

Ces comportements, s'ils sont le fait de commerçants du marché sont passibles, outre les peines prévues par le code pénal, des procédures de sanctions prévues par l'article 31.3 du présent règlement.

## **ARTICLE 22 - Débits de boissons**

La vente de boissons alcoolisées à consommer sur place est interdite sur tous les marchés de plein air de la Ville.

## **ARTICLE 23- Producteurs**

Les producteurs indiqueront les mentions "producteur" ainsi que le lieu de leur production sur leur étal de façon très lisible.

## **ARTICLE 24 - Respect des normes d'hygiène**

Le titulaire est tenu de se conformer aux prescriptions d'hygiène et de propreté en vigueur. La vente, la préparation et la présentation des denrées alimentaires se feront en application du Règlement Sanitaire Départemental et des textes en vigueur relatifs à l'hygiène alimentaire.

Les récipients utilisés pour recevoir les différents détritrus doivent être dissimulés.

Pour les « friteries », commerce de plats cuisinés, le sol doit être protégé pour éviter toute salissure. Le contrat d'enlèvement des huiles de friture doit pouvoir être fourni lors des contrôles.

La collecte des déchets doit être effectuée dans des sacs étanches à usage unique ou dans des récipients étanches à couvercle rabattant, nettoyés et désinfectés régulièrement. Ces déchets devront être repris et évacués par le commerçant.

La procédure de sanction pour non-respect des normes d'hygiène pourra être directement engagée, sans passage préalable par la Commission Municipale des Marchés dans les conditions définies à l'article 31.3 du présent règlement.

De plus, le non-respect de ces dispositions prévues et réprimées par le Règlement Sanitaire Départemental peut entraîner une contravention de 3ème classe dont le montant peut aller jusqu'à 450 €.

## **ARTICLE 25 - Véhicules boutiques**

25.1 - Le titulaire d'une autorisation d'exploiter un emplacement abonné qui utilise un véhicule spécialement aménagé pour la vente ne peut exiger de l'administration l'extension de l'emplacement qui lui est alloué dans le cas de changement ou de modification de son véhicule.

L'administration se réserve alors le droit de déplacer le commerçant sur un autre emplacement ou même de résilier l'autorisation d'exploiter l'emplacement qui lui est attribué.

25.2 - Les voitures boutiques affectées à la vente ambulante de denrées alimentaires sont soumises aux mêmes règles générales d'entretien et d'aménagement que les magasins de vente, et notamment, la présence d'un dispositif de lavage des mains équipé de savon bactéricide et d'essuie-mains jetables, d'une poubelle à commande hygiénique et d'un volume frigorifique suffisant pour permettre un stockage sectorisé efficace. Les denrées alimentaires vendues à l'extérieur des magasins sont soumises aux conditions générales et particulières les concernant, et font l'objet d'une protection rigoureuse contre les pollutions de toute nature.

Les comptoirs de vente et les étalages doivent posséder une bordure de protection dont le niveau supérieur sera situé à un mètre de hauteur à partir du sol et être nettoyés chaque jour. Ils doivent être à l'abri du soleil, des intempéries et des pollutions de toute origine.

Les structures de vente et leurs équipements doivent être propres et en bon état d'entretien et permettre de prévenir l'encrassement, le contact avec les matériaux toxiques et le déversement de particules dans les denrées pour éviter tout risque de contamination des aliments.

La qualité sanitaire des denrées alimentaires doit être surveillée : entre autre, le respect des températures réglementaires (thermomètres dans les enceintes réfrigérées) et des dates de péremption. La propreté des équipements et l'hygiène corporelle du personnel également.

## **ARTICLE 26 - Hygiène des denrées**

La présentation, la préparation, l'entreposage, le transport et la vente des denrées alimentaires se feront en application des Règlements Européens CE 178/2002, 852/2004, 853/2004, 854/2004, 882/2004 et 2073/2005 ainsi que l'arrêté du 21/12/2009 relatifs aux règles sanitaires applicables en matière de denrées alimentaires.

Tout commerce alimentaire quel qu'il soit sera, a minima, équipé d'un dispositif de lavage des mains équipé de savon bactéricide et d'essuie-mains jetables et d'une poubelle à commande hygiénique.

A l'exception des denrées protégées ou conditionnées, les vendeurs ne doivent pas permettre à la clientèle de manipuler les denrées alimentaires.

Elles doivent être délivrées aux consommateurs, soit pré-emballées ou conditionnées, soit protégées d'une enveloppe en matière isolante ou en papier.

Ces matériaux et papiers doivent être compatibles avec un contact alimentaire et présenter toutes qualités hygiéniques permettant d'éviter toutes contaminations croisées.

Le papier imprimé et le papier journal peuvent toutefois être utilisés au contact de fruits en coque (tels que les noix), des racines, tubercules, bulbes non épluchés ni lavés pour lesquels l'acheteur procède normalement à un nettoyage avant consommation.

En ce qui concerne les fruits et légumes qui ne sont pas naturellement protégés, la commercialisation en libre choix peut être admise si le responsable de la vente veille à éviter toute manipulation excessive des marchandises de la part de la clientèle.

Il est interdit de déposer sur le sol des denrées alimentaires non emballées, même pendant les opérations d'approvisionnement.

La procédure de sanction pour non-respect de l'hygiène des denrées pourra être directement engagée, sans passage préalable par la Commission Municipale des Marchés dans les conditions définies à l'article 31.3 du présent règlement.

## **ARTICLE 27 - Propreté des étals**

Les commerçants sont tenus de laisser leurs emplacements propres de tout déchet.

Pendant la vente, les déchets, papiers et détritiques de toutes sortes doivent être mis dans des poubelles ou emballages conservés à l'intérieur de l'espace de vente et ne devront en aucun cas être rejetés sur les voies et allées du domaine public.

En fin de journée de marché, les emplacements devront être laissés nets de tous les déchets : cartons, cagettes, emballages, papiers, détritiques de toutes sortes, etc.... lesquels devront être repris et évacués par le commerçant.

Le titulaire de l'emplacement pourra se voir imputer des frais de gestion et de contrôle des infractions constatées sur la base d'un rapport des agents municipaux, dont le montant est fixé chaque année par le Conseil Municipal (délibération des tarifs).

La procédure de sanction pourra être directement engagée, envers le commerçant abonné ou journalier qui ne garderait pas son emplacement ou étal dans un état correct de propreté, conformément aux dispositions prévues à l'article 31.3 du présent règlement.

De plus, le non-respect de ces dispositions prévues et réprimées par le Règlement Sanitaire Départemental peut entraîner une contravention de 3<sup>ème</sup> classe dont le montant peut aller jusqu'à 450 €.

## **ARTICLE 28 - Contributions et taxes**

A compter du jour de l'entrée en jouissance, le titulaire acquittera, sans aucun recours possible contre la Ville de Montpellier, les contributions personnelles mobilières, et autres impôts et taxes de toute nature dont il pourra être redevable de par son activité.

Le titulaire accomplit lui-même les formalités et se soumet à toutes les obligations que lui imposent les lois, règlements et mesures de police en vue de l'exercice de son activité professionnelle. Le titulaire exerce son activité conformément aux usages de sa profession.

## **ARTICLE 29 – Droits d'entrée**

### **29.1 - Paiement du droit d'entrée**

Dans le cas de présentation d'un successeur, un droit d'entrée est à acquitter par le successeur dont le montant est fixé par délibération du Conseil municipal.

## 29. 2 - Réduction et exonérations du droit d'entrée

Les successeurs à un emplacement de vente, au titre de conjoint, d'ascendants ou descendants directs peuvent être dispensés du règlement du droit d'entrée :

- décès du titulaire de l'autorisation d'occupation d'un emplacement de vente,
- incapacité définitive du titulaire de l'autorisation d'occupation d'un emplacement de vente,
- départ à la retraite du titulaire de l'autorisation d'occupation d'un emplacement de vente,
- cessation d'activité professionnelle du titulaire de l'étal pour convenance personnelle.

Lorsque le droit de présentation est exercé lors du décès, d'incapacité définitive ou de retraite du titulaire par ses ayants-droits, il y a exonération de droits d'entrée pour l'ayant-droit.

## **ARTICLE 30 - Redevances**

L'autorisation d'occupation d'un emplacement sur un marché (abonné ou journalier) comporte l'obligation d'acquitter la redevance correspondante dont les tarifs au m<sup>2</sup> sont fixés par une délibération du Conseil Municipal (tarif applicable au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année).

### 30.1 Paiement des commerçants abonnés

Les commerçants abonnés doivent régler leur abonnement par période trimestrielle, comme suit :

- avant le 20 février pour le 1<sup>er</sup> trimestre
- avant le 20 mai pour le 2<sup>nd</sup> trimestre
- avant le 20 août pour le 3<sup>e</sup> trimestre
- avant le 20 novembre pour le 4<sup>e</sup> trimestre

Le premier versement exigible dès la date d'occupation sera calculé au prorata du laps de temps compris entre la date d'effet et celle de la prochaine échéance trimestrielle, conformément au barème ci-dessous :

- occupation au cours du premier mois d'un trimestre : tarif trimestriel,
- occupation au cours du deuxième mois d'un trimestre : les deux tiers du tarif trimestriel,
- occupation au cours du troisième mois d'un trimestre : le tiers du tarif trimestriel.

Lorsque les règlements sont effectués, ils peuvent être remis aux placiers, ou envoyés par courrier au service référent de la ville. En cas de paiement par chèque, il devra être noté au dos du chèque le nom du commerçant et le trimestre auquel le paiement fait référence.

La Ville remettra au commerçant un justificatif de paiement.

Tout commerçant abonné connaissant des difficultés de paiement doit en informer sans délai le service référent de la Ville. La Ville pourra, après étude du dossier, accorder à titre exceptionnel l'étalement de la redevance due en plusieurs paiements partiels.

La procédure de sanctions pour défaut de paiement pourra être directement engagée, sans passage préalable par la Commission Municipale des Marchés dans les conditions définies à l'article 31.3 du présent règlement et ce dès le constat d'impayé pour un trimestre.

### 30.2 Paiement des commerçants journaliers

Le commerçant journalier admis au tirage au sort et placé sur le marché doit s'acquitter immédiatement du paiement de la redevance correspondante auprès des agents de la Ville habilités à cet effet. Un reçu de paiement (ticket) sera remis immédiatement au commerçant.



Tout commerçant journalier qui refuse de s'acquitter de sa redevance fera l'objet d'une procédure de sanction immédiate qui lui sera notifiée par courrier :

- Premier constat : interdiction provisoire de se présenter au tirage au sort durant 1 mois.
- Second constat : interdiction provisoire de se présenter au tirage au sort durant 3 mois.
- Troisième constat : interdiction définitive de se présenter au tirage au sort pour l'ensemble des marchés de la Ville.

Seuls pourront réintégrer les marchés à l'issue de cette sanction, les commerçants s'étant acquittés de la redevance due. A défaut, la suspension sera automatiquement prolongée jusqu'au règlement de la redevance.

## **ARTICLE 31 - Résiliation et retrait de l'autorisation d'occuper un emplacement abonné**

### **31.1- Résiliation par le titulaire**

La résiliation se fait moyennant un préavis d'un mois franc démarrant à compter de la date de réception en mairie du courrier du titulaire.

### **31.2 - Retrait de l'autorisation par l'administration**

Le retrait est prononcé sans délai dans le cas de disparition de l'existence légale de l'entreprise du titulaire (radiation du registre de commerce, des métiers ou des sociétés), du changement de statut sans l'accord préalable de la Commission Municipale des Marchés ou de condamnation pour crime ou délit de droit commun.

Dans le cas où le retrait intervient en application d'une délibération du Conseil Municipal décidant du transfert ou de la suppression des marchés, le retrait intervient à l'issue d'un délai d'un mois pour les marchés à compter de la délibération.

Dans les cas où s'appliquent les procédures de sanction visées à l'article 31.3, le retrait temporaire ou définitif se fait moyennant le respect d'un préavis de quinze jours francs à compter de la date de remise du courrier par la Ville (cachet de la poste faisant foi).

### **31.3 Sanctions disciplinaires**

La Ville pourra prononcer, sans présentation préalable du dossier en Commission Municipale des Marchés, des sanctions en cas de non-respect du présent règlement (à l'exception des cas prévues à l'article 41).

Sont concernés les articles suivants :

- article 5 : Justificatifs exigibles
- article 8.2 : Respect de l'affectation commerciale
- article 13-1 : Renouvellement annuel du dossier administratif
- article 13-2 : domiciliation
- article 14 : Obligation de gestion directe de l'autorisation
- article 15 : Absences du commerçant
- article 16 : Horaires d'exploitation
- article 18 : Respect des limites de l'emplacement
- article 21 : Comportements et produits interdits
- article 24 : Respect des normes d'hygiènes
- article 26 : Hygiène des denrées
- article 27 : Propreté des étals
- article 30.1 : Paiement des commerçants abonnés
- article 34 : Obligation d'assurance

La Commission Municipale des Marchés sera informée des sanctions prononcées à l'encontre des commerçants.

Ces sanctions pourront aller jusqu'au retrait définitif de l'autorisation accordée.

La procédure contradictoire suivante sera suivie :

- envoi d'un courrier (recommandé avec accusé réception ou remis en main propre contre récépissé) précisant le(s) fait(s) reproché(s), avec copie d'un éventuel constat attestant de la situation, demandant au commerçant soit de régulariser la situation soit de faire valoir ses observations écrites et/ou orales dans un délai de 15 jours à compter de la réception du courrier ou de la date de sa 1<sup>ère</sup> présentation dans le cas d'un recommandé ;  
en cas d'urgence, ce courrier pourra d'ores et déjà préciser la ou les sanctions auxquelles s'expose le commerçant (blâme, suspension et/ou retrait), indiquant qu'il s'agit du lancement de la procédure contradictoire préalable au prononcé d'une éventuelle sanction ;
- à défaut de réponse de l'intéressé ou d'explications suffisantes, la Ville prononcera la sanction la plus adéquate en fonction de la gravité des faits et de leur caractère éventuellement récidiviste :
  - Blâme : le même commerçant ne peut recevoir plus de deux blâmes. S'il fait l'objet d'une troisième procédure de sanction, celle-ci sera automatiquement une suspension ou un retrait définitif de l'autorisation en fonction de la gravité des faits.
  - Suspension pour une durée déterminée, variable en fonction de la gravité des faits et de leur caractère éventuellement récidiviste ;
  - Retrait définitif de l'autorisation; dans ce cas, le retrait définitif entraîne l'interdiction de débiter en tant qu'abonné et journalier sur l'ensemble des marchés de la Ville.

Le non-respect du règlement peut faire l'objet d'un rapport de tout agent du service référent de la collectivité ou d'un constat de tout agent assermenté. En cas de non-respect d'un arrêté municipal ou d'une infraction au Règlement Sanitaire Départemental ou du code de l'Environnement, une sanction pénale pourra être mise en œuvre par la Police Municipale et/ou un agent assermenté.

## **ARTICLE 32 - Réduction des redevances**

Si par suite de travaux ou de manifestations publiques, des commerçants abonnés se trouvaient momentanément privés de leur place, il pourra leur être attribué une place provisoire, suivant les disponibilités. Aucune indemnité ne leur sera attribuée par la Ville pour cette occasion.

Le commerçant dont la place serait définitivement supprimée pourra s'il le désire bénéficier d'un droit de place de priorité afin d'obtenir l'attribution d'une place sur un autre marché municipal.

## **ARTICLE 33 – Redevances et sanctions disciplinaires**

Dans le cas d'un retrait définitif de l'abonnement, la redevance reste due jusqu'à la date de ce retrait. La suspension temporaire ne dispense pas l'intéressé du règlement de droit de place dans les délais habituels.

## **ARTICLE 34 - Obligation d'assurance**

Le titulaire d'une autorisation d'emplacement de vente devra souscrire une assurance multirisque incluant la garantie de responsabilité civile auprès d'un assureur de son choix ou de son organisme professionnel.

Le titulaire et ses assureurs devront renoncer, dans la limite des prescriptions légales d'ordre public, à tout recours pour tout sinistre de quelque nature qu'il soit contre la Ville de Montpellier.

Le titulaire acquittera les primes de ses assurances à ses frais exclusivement et devra pouvoir justifier de leur paiement chaque fois que la Ville en fera la demande.

Le titulaire devra fournir annuellement la preuve qu'il est correctement assuré conformément à l'article 13, à défaut la procédure de sanctions pourra être directement engagée, sans passage préalable par la Commission Municipale des Halles conformément à la procédure décrite à l'article 31.3 du présent règlement.

### ***Section III - Commission Municipale des Marchés***

#### **ARTICLE 35 - Compétences**

La commission émet un avis consultatif :

- pour tout projet de création, modification de marché de plein air
- sur le cahier des charges ou le règlement spécifique des marchés,
- en matière disciplinaire pour les cas expressément prévus à l'article 41.

#### **ARTICLE 36 - Composition**

##### **36.1 - Composition en formation plénière :**

La composition de la Commission Municipale des Marchés de la Ville de Montpellier en formation plénière est fixée comme suit :

##### **Tronc commun pour les Halles et pour les Marchés**

Président : Monsieur le Maire, en cas d'absence, est remplacé l'Adjoint délégué aux Halles et Marchés.

1. 6 représentants du Conseil Municipal de Montpellier (et 6 suppléants)
2. 1 représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier
3. Le président, ou son représentant désigné, du Syndicat professionnel concerné

##### **Un collège de représentants des marchés**

4. 4 représentants des marchés de plein air (désignés par le syndicat des Halles et Marchés ou par élection)

##### **Un collège de représentants des halles**

Les 4 membres représentants des halles n'ont pas de voix délibérative pour les affaires concernant les marchés.

Les membres suppléants ne sont appelés à siéger qu'en cas d'empêchement des membres titulaires.

Un membre de la commission empêché peut donner procuration (écrite) à un autre membre.

##### **36.2 - Composition en formation disciplinaire :**

La composition de la Commission Municipale des Marchés en formation disciplinaire est identique à celle en formation plénière. Les membres du collège des Halles ne sont pas invités pour les affaires concernant les marchés.

##### **36.3 – Délégués de marchés**

Lorsque des affaires d'ordre général tenant à l'organisation d'un marché pour lequel il a reçu délégation sont abordées, le délégué du marché est convié à la Commission Municipale des Marchés sans voix délibérative.

#### **ARTICLE 37- Désignation des membres**

Sur proposition de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier et des organismes représentatifs des commerçants des marchés de la Ville, le Maire de Montpellier procède à la désignation des membres de la Commission.

Des élections peuvent également être organisées par marché pour désigner les représentants des marchés de plein air et les délégués de marché. Dans ce cas spécifique, un arrêté municipal précise les conditions de l'élection.

La qualité de membre de la commission n'est pas attribuée à titre personnel mais au titre de représentant d'un organisme retenu par la Ville pour sa représentativité professionnelle.

S'il y a cessation de l'activité professionnelle ayant conduit à leur désignation, perte de fonction dans l'organisme représenté ou s'il y a demande de résiliation de cet organisme, il est mis fin de droit au mandat du ou des membres concernés.

Dans ces cas, il appartient à l'organisme de transmettre à la Ville de nouvelles propositions pour maintenir sa représentation à la commission.

Si les représentants désignés ou issus d'une élection font l'objet d'une sanction suffisamment importante pour manquement aux règles du présent règlement, ils perdent cette qualité.

### **ARTICLE 38 - Durée des mandats**

La durée du mandat des membres du tronc commun ou des personnes appelées à leur succéder dans cette qualité correspond à celle des conseillers municipaux en fonction au moment de leur nomination.

La durée du mandat des représentants des commerçants (collège des halles et collège des marchés) est annuelle sauf cas spécifique d'organisation d'élection précisé par arrêté municipal.

### **ARTICLE 39 - Convocation des membres**

Les membres de la commission sont réunis sur convocation de la Ville accompagné d'un ordre du jour adressée au moins cinq jours francs avant la date retenue pour leur réunion.

Cette convocation peut intervenir à l'initiative de la Ville ou sur la demande présentée par la moitié des membres portant sur un ordre du jour.

### **ARTICLE 40 - Délibérations de la Commission**

#### **40.1 - Condition de quorum**

La commission ne peut valablement siéger que si le quorum, égal à la moitié des membres titulaires appelés à débattre, est atteint.

Lorsque le quorum n'est pas atteint sur un ordre du jour donné, la commission plénière ou en formation disciplinaire délibère valablement sans condition de quorum après une nouvelle convocation portant sur le même ordre du jour et spécifiant qu'aucun quorum ne sera exigé.

#### **40.2 - Délibération de la Commission**

Les membres de la commission ne peuvent prendre part aux délibérations lorsqu'ils ont un intérêt personnel à l'affaire qui en fait l'objet.

Les avis sont pris à la majorité des voix. Dans le cas d'un partage des voix, la voix du président est prépondérante.

#### 40.3 - Procès-verbal

Le procès-verbal indique, le nom et la qualité des membres présents, les questions traitées au cours de la séance et le sens de chacune des déclarations. En outre, tout membre de la commission peut demander qu'il soit fait mention de son désaccord avec la majorité.

#### **ARTICLE 41 - Commission disciplinaire**

Un commerçant ayant un comportement agressif, injurieux, violent, menaçant envers la clientèle, un autre commerçant, un agent de l'administration ou toute autre personne peut être convoqué par la commission disciplinaire en vue d'une sanction.

41.1 Lorsque ce comportement a été constaté par la Ville ou signalé par la victime ou un témoin, la procédure disciplinaire pouvant aboutir à ce passage devant la commission est définie comme suit :

- Envoi d'un courrier demandant au commerçant de s'expliquer sur son comportement dans un délai de 15 jours. Ce délai peut être ramené à 8 jours si les faits avérés sont particulièrement graves et qu'il existe une menace pour la sécurité sur le site. Le commerçant sera entendu à sa demande par l'administration.

Cet envoi se fait par courrier recommandé avec accusé de réception (ou à défaut le courrier est notifié au commerçant contre récépissé). Le courrier précise les sanctions auxquelles s'expose le commerçant.

- A défaut de réponse dans le délai imparti, d'éléments de réponse insatisfaisants ou si les faits sont jugés suffisamment graves par l'administration, il peut être décidé de convoquer le commerçant devant la commission disciplinaire.

Lorsque la commission est saisie en matière disciplinaire, l'administration rassemble les éléments du dossier. Ces éléments sont communicables aux membres de la commission, à la personne concernée ou à son conseil à leur demande 5 jours francs au moins avant la tenue de la Commission des Marchés.

La personne ainsi convoquée peut produire ses observations écrites et demander à ce que soit entendue toute personne susceptible d'apporter des éléments utiles à la bonne compréhension de l'affaire.

#### 41.2 Absence du commerçant à la commission disciplinaire

La commission disciplinaire peut se tenir en l'absence du commerçant dûment convoqué si celui n'informe pas au préalable l'administration de son empêchement.

Si le commerçant informe l'administration qu'il ne peut être présent, pour raison valable, à la date de convocation, une nouvelle date de commission peut être définie.

Si cette deuxième date ne convient pas au commerçant, la commission peut se tenir en son absence.

#### 41.3 La commission disciplinaire délibère à huis-clos et peut décider :

- d'un blâme qui sera inscrit au dossier du commerçant. Le même commerçant ne peut recevoir plus de deux blâmes. S'il fait l'objet d'une troisième procédure de sanction, celle-ci sera automatiquement une suspension ou un retrait définitif de l'autorisation en fonction de la gravité des faits ;
- d'une suspension de l'abonnement ou de l'autorisation de se présenter au tirage au sort pour une durée déterminée, variable en fonction de la gravité des faits et de leur caractère éventuellement récidiviste. Elle vaut pour l'ensemble des marchés de la Ville ;
- ou d'un retrait définitif de l'abonnement ou de l'autorisation de se présenter au tirage au sort.

Le retrait définitif de l'abonnement entraîne l'interdiction de débiller en tant qu'abonné sur l'ensemble des halles et marchés de la Ville.

Le commerçant est informé, à l'issue de la délibération à huis clos de la décision le concernant.

Toute sanction prononcée est applicable après un préavis dont la durée est déterminée par la Commission en fonction de la gravité des faits.

Montpellier, le 14/10/2015

Pour Monsieur le Maire et par  
délégation, Madame l'Adjointe  
déléguée

Publié le : 16/10/2015  
Notifié le :

Brigitte ROUSSEL-GALIANA

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue du Père Soulas

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau d'éclairage public à la demande du Service Eclairage Public de la Ville de MONTPELLIER ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **19 octobre 2015** et jusqu'au **30 octobre 2015** inclus, l'Avenue du Père Soulas, dans sa partie comprise entre l'Impasse des Deux Ruisseaux et la Rue des Contes Provençaux est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SOTEM.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 14 octobre 2015**

**Monsieur l'Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**19 OCT. 2015**





## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### **Arrêté temporaire Circulation interdite sauf accès zone piétonne (véhicules autorisés) Passage Bruyas**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de renouvellement réseau gaz à la demande de GRDF ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **17 octobre 2015** et jusqu'au **27 novembre 2015** inclus, Passage Bruyas, la circulation est interdite sauf pour l'accès à la zone piétonne pour les véhicules autorisés.

#### **Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### **Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de GRDF..

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 14 octobre 2015**



**Monsieur l'Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 16 OCT. 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue du Faubourg du Courreau et Rue de la Merci

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 412-28 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2015-T1904 du **18 septembre 2015** ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau ErDF à la demande de ErDF. ;

Arrête :

**Article 1er :**

À compter du **16 octobre 2015** les dispositions de l'arrêté 2015-T1904 du **18 septembre 2015** sont prorogées jusqu'au **07 novembre 2015** inclus.

**Article 2 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 14 octobre 2015



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

16 OCT. 2015